

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France & Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : **Éconopéen-Paris**

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : 0 fr. 50; Étranger : 0 fr. 60

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points 2.50
 Réclames en 8 points 4 »
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
 et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1204. — 47^e volume (14)

Bureaux : 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t)

Vendredi 2 Avril 1915

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/courants et dépôts particuliers	Portefeuille	escompte	Avances s' valeurs mobilières		
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3½
1915 11 mars....	4.242	377	11.093	2.390	3.186	715			5
1915 18 mars....	4.244	378	11.109	2.451	3.108	688			5
1915 25 mars....	4.249	377	11.177	2.415	3.001	681			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...		418	2.334	1.180	939	63			4
1915 7 mars....		52	6.131	2.140	5.326	47			5
1915 15 mars....		53	6.172	2.370	5.546	47			5
1915 23 mars....		56	6.180	2.975	6.094	45			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 23 juillet...	1.094		733	1.055	841				3
1915 10 mars....	1.497		857	3.244	3.175				5
1915 17 mars....	1.487		852	2.510	2.894				5
1915 24 mars....	1.431		854	2.327	3.165				5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	110		219	24	94	15			6
1914 31 décemb...	133		289	17	92	19			6
1914 31 janvier...	147		272	6	70	18			5½
1915 28 février...	147	7	279	24	66	17			5½
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 24 juillet...	543	730	1.919	498	446	170			4½
1915 6 mars....	588	724	1.988	603	505	330			4½
1915 13 mars....	589	727	1.984	609	490	325			4½
1915 20 mars....	590	730	1.973	601	490	310			4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3½
1915 6 mars....	562	3	964	70	181	430			5
1915 13 mars....	571	3	958	73	175	429			5
1915 20 mars....	601	3	950	118	166	422			5
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	1.730	245	586	115			5½
1915 10 février...	1.127	115	2.128	459	782	239			5½
1915 20 février...	1.128	116	2.104	486	794	252			5½
1915 28 février...	1.129	117	2.119	498	825	259			5½
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47			5½
1915 20 février...	154	1	597	37	286	55			6
1915 27 février...	154	1	597	44	287	57			6
1915 6 mars....	154	1	606	43	286	57			6
RUSSIE — Banque de l'Etat									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5½
1915 1 mars....	4.186	140	8.251	1.718	4.318	865			6
1915 8 mars....	4.181	140	8.342	1.914	4.326	832			6
1915 14 mars....	4.180	144	8.406	2.058	4.384	844			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	41			5½
1914 31 décembre	152	3	426	162	306	58			6
1914 31 janvier...	153	4	375	116	219	44			5½
1915 28 février...	158	4	388	94	186	38			5½
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	268	51	94	14			3½
1915 7 mars....	238	32	403	56	134	17			4½
1915 15 mars....	239	33	394	59	133	17			4½
1915 23 mars....	241	34	390	64	127	17			4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Londres.....	25.224	25.174	25.30	25.29	25.35	25.44	25.45½
New-York.....	518.25	516	528	526	528	531.50	531
Espagne.....	500	482.75	512.50	524	520	526.50	527.50
Hollande.....	208.30	207.56	210.50	209.50	210	210	210.50
Italie.....	100	99.62	94	90.50	92.50	92.50	91.50
Pétrograd.....	266.67	263	222.50	222.50	222.50	221.50	222.50
Scandinavie...	139	138.25	129.50	129.50	129	130	132.50
Suisse.....	100	100.03	96	98	98	98.50	98.50

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Londres.....	100 liv.	99.82	100.31	100.27	100.50	100.86
New-York.....	» dol.	99.56	101.80	101.50	101.80	102.55
Espagne.....	» pes.	96.55	102.50	104.80	104	105.30
Hollande.....	» flor.	99.64	101.50	100.57	100.81	100.81
Italie.....	» lire.	99.62	94	90.50	92.50	92.50
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	83.43	83.43	83.43	83.06
Scandinavie...	» cour.	99.46	93.16	93.16	92.81	93.52
Suisse.....	» fr.	100.03	96	98	98	98.50

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Paris.....	25.224	25.184	25.32½	25.30	25.34	25.45	25.47
New-York.....	4.86½	4.871	4.80¼	4.81¼	4.80¾	4.78½	4.80
Espagne.....	25.22	25.10	24.65	24.20	24.40	24.30	24.10
Hollande.....	12.109	12.125	12.04½	12.06	12.08½	12.13	12.14
Italie.....	25.22	25.268	28.55	28.25	27.50	27.55	27.75
Pétrograd.....	94.62	95.80	114.50	114	113.75	114.50	114
Portugal.....	53.28	46.19	35.50	35.50	35.50	35.25	35.25
Scandinavie...	18.25	18.24	19.65	19.70	19.50	19.38	18.85
Suisse.....	25.22	25.18	26.30	25.95	26	25.80	25.80

Valeurs en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Paris.....	100 fr.	100.14	99.60	90.70	99.54	99.13
New-York.....	» dol.	99.90	101.32	101.15	101.25	101.64
Espagne.....	» pes.	96.64	102.30	104.22	103.37	103.80
Hollande.....	» flor.	99.87	100.54	100.41	100.19	99.87
Italie.....	» lire.	99.82	88.35	89.28	91.72	91.55
Pétrograd.....	» rou.	98.77	82.63	83	83.48	82.63
Portugal.....	» mil.	86.69	66.62	66.62	66.62	66.15
Scandinavie...	» cou.	100.85	92.88	92.64	93.58	94.17
Suisse.....	» fr.	100.17	95.91	97.20	97.01	97.76

La persistance de la hausse du dollar sur les marchés de Paris et de Londres, celle de la livre sterling, qui en est la conséquence, entre Londres et Paris, retient l'attention sur l'attitude qu'adopteront les banques d'émission de France et d'Angleterre pour parer à une nouvelle hausse des cours du change américain.

Comme nous l'indiquions dans une précédente chronique, la Banque d'Angleterre fait de sérieux efforts pour reprendre le contrôle du marché anglais des capitaux, que lui a fait perdre la mobilisation — peut-être un peu précipitée — de l'actif des banques de la Cité. La politique d'intervention, sous forme d'emprunts, de la Banque à Lombard Street, en vue de raréfier les disponibilités, ne s'est pas montrée jusqu'ici très efficace. L'ar-

gent est tellement abondant et les affaires si peu actives qu'il faudra que cette politique soit pratiquée avec beaucoup de persévérance et aussi d'énergie si l'on veut qu'elle produise les résultats cherchés. L'émission récente de bons du Trésor anglais et l'émission prochaine d'une nouvelle tranche de 15 millions de livres annoncée pour le 6 avril et destinée à remplacer les bons échéant le 1^{er}, semblent avoir le même but, car il ne paraît pas que l'Echiquier ait véritablement besoin, en ce moment, de pareilles ressources. La presse financière anglaise, si elle discute sur les moyens à employer, est néanmoins unanime sur le but à atteindre : il faut sortir de cette situation anormale et ramener les taux de l'argent à Lombard Street à peu près aux niveaux actuellement pratiqués sur le marché de New-York.

Le change espagnol, dont nous avons expliqué la hausse dans une précédente chronique, semble devoir être influencé par la décision prise ces jours derniers au sujet de la Dette extérieure. Un décret royal vient d'autoriser la négociation en Espagne des titres de cette dette, dont la possession ou la jouissance était interdite jusqu'ici aux Espagnols ; les coupons y seront également payables en pesetas sans production d'affidavit.

Déjà, au début d'août 1914, un précédent décret avait inauguré, ou tout au moins préparé, cette nationalisation de l'Extérieure. Le préambule de ce décret du 7 août indiquait expressément que son but était d'ouvrir la voie à une réforme plus large, dont l'accomplissement restait subordonné à une nouvelle amélioration du change de la Péninsule. On se contentait, pour le moment, de mettre à profit la hausse de la peseta qui, à cette époque, atteignait presque le pair, pour amorcer le rapatriement de l'Extérieure.

Au mois d'octobre, un communiqué de l'ambassade d'Espagne, à Paris, faisait connaître aux porteurs d'Extérieure que les coupons pourraient être touchés à Madrid, en pesetas, et sans déduction d'aucun impôt espagnol. La formalité de l'affidavit n'était pas exigée pour les coupons touchés en Espagne, mais elle demeurait obligatoire pour ceux payables hors d'Espagne. Le décret royal de ces jours derniers complète la réforme et ne pourra que favoriser les achats d'Extérieure effectués sur notre bourse pour compte espagnol. Il n'en peut résulter qu'un réajustement de notre balance avec l'Espagne, et une tendance de la peseta à se consolider aux environs du pair.

Le 30, on cotait le change espagnol à Paris 527.50, contre 512.50 fin février, et à Londres 24.10, contre 24.95 ; soit une prime de 5.50 % sur le franc et de 4.46 % sur la livre sterling.

Les cours du change roumain ont été extraordinairement influencés, ces dernières semaines, par la décision du gouvernement frappant l'exportation des céréales de taxes très élevées, payables en or. On a cru, un moment, que le paiement effectif en monnaies d'or allait être exigé et il s'est produit un drainage qui a amené une très forte prime sur l'or. La pièce de 20 francs a été payée jusqu'à 30 lei papier ; la pièce de 20 marks a vu les cours de 36 et même 37 lei. Par contre, le billet allemand est descendu très au dessous du pair légal du change de 123.50 lei. Cette situation a été sensiblement modifiée par la déclaration du gouvernement roumain : que le paiement en monnaie d'or n'était pas nécessaire, mais que les exportateurs devraient acquitter les taxes au pair de l'or. Il s'est immédiatement produit une forte baisse sur le cours des pièces d'or ; la pièce de 20 francs n'a plus été payée que 26 à 27 lei papier et la pièce de 20 marks, 29 à 30 lei. On s'attend généralement à ce que le cours du lei se relève, en raison de la situation spéciale de la Roumanie, où sont faits d'importants achats de céréales.

Changes sur Londres à :

(Cours moyen du mercredi)

	15 juillet	10 mars	17 mars	24 mars	31 mars
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/4	97 7/16	97 1/2	97 1/2
Cable transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.4 »	1.3 31/32	1.3 15/16	1.3 15/16
Calcutta.....	1.3 31/32	1.4 »	1.3 31/32	1.3 15/16	1.3 15/16
Hong-Kong.....	1.10 5/16	1.9 5/8	1.10 1/4	1.9 7/8	1.9 3/4
Shanghai.....	2.5 3/4	2.3 5/8	2.4 1/8	2.3 7/8	2.3 3/4
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or)...	47 11/16	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 11/16
Montevideo.....	51 3/32	52 3/8	52 5/16	52 3/8	52 1/2
Rio-de-Jan. (papier)	15 7/8	13 »	13 1/4	13 1/2	13 »
Valparaiso.....	9 3/4	7 3/4	7 13/16	7 27/32	7 29/32

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Paris.....	5.18 1/2	5.16 1/2	5.27	5.26	5.28	5.32 1/2	5.31
Londres.....	4.86 1/2	4.87 1/2	4.80 3/8	4.81 1/2	4.80 1/2	4.78 1/2	4.80
Berlin.....	95.37	95.06	83.25	83.75	84.25	83 »	83 12
Amsterdam.....	40.14	»	39.87	39.94	39.87	39.56	39.56

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
Paris.....	100 fr.	100 27	98 34	98 53	98 15	97 32	97 60
Londres.....	100 liv.	100 19	98 71	98 87	98 72	98 41	98 64
Berlin.....	100 mk.	99 67	87 30	87 82	88 34	87 02	87 16
Amsterdam.....	100 flor.	»	99 33	99 50	99 33	98 55	98 55

Change direct des Etats-Unis avec la Grèce. — A la suite d'un arrangement conclu par la Irving National Bank avec la Banque Nationale de Grèce, des relations directes de change pourront s'établir désormais entre la Grèce et les Etats-Unis. La Irving National Bank recevra chaque jour par câble les cours du change des drachmes. Jusqu'ici, tous les règlements entre les Etats-Unis et la Grèce se faisaient en francs ou en livres sterling, ce qui obligeait, par conséquent, à passer par Paris ou par Londres. La création des relations directes de change entre les Etats-Unis et la Grèce est une nouvelle manifestation de la tendance de New-York à décentraliser, à son profit, le marché du change américain. Cette tendance est servie par les difficultés que rencontrent les pays neutres à se procurer du dollar à Londres ou à Paris et par la hausse consécutive à la rareté des devises américaines. Rappelons que le pair au change du drachme est de 19.3 cents.

Quant au mark allemand, son allure laisse toujours fort à désirer, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous :

Variations du mark à

	16 février	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars	30 mars
New-York (pair : 95 3/8)							
Cours.....	84 75	84 25	83 25	83 75	84 25	83 »	83 12
Parité.....	88 86	88 34	87 30	87 82	88 34	87 02	87 16
Perte %.....	11 14	11 66	12 70	12 18	11 66	12 98	12 84
Amsterdam (pair : 59 3/8)							
Cours.....	52 55	51 65	51 10	52 20	51 90	52 17	52 »
Parité.....	88 50	86 98	86 05	87 90	87 42	87 89	87 57
Perte %.....	41 50	43 02	43 95	42 10	42 58	42 11	42 43
Genève (pair : 123 47)							
Cours.....	114 95	113 75	111 »	111 10	111 50	110 90	110 50
Parité.....	93 10	92 12	90 »	89 90	90 30	89 82	89 50
Perte.....	6 90	7 88	10 »	10 10	9 70	10 18	10 50
Italie (pair : 123 47)							
Cours.....	117 42	118 92	118 92	120 45	118 05	118 05	118 09
Parité.....	95 10	96 32	96 32	97 55	95 61	95 61	95 64
Perte.....	4 90	3 68	3 68	2 45	4 39	4 39	4 36

LA SITUATION

Voici que s'achève le huitième mois de guerre ! Lorsque l'Allemagne nous imposa cette terrible lutte, que nous n'avions pas voulue et que nous fîmes tous nos efforts pour éviter, nous ne doutâmes pas un instant du triomphe du droit et nous crûmes fermement à la chaîne victorieuse.

Nos soldats partirent avec le bel entrain de notre race, rêvant de brillantes chevauchées, de nobles actions d'éclat, de grands engagements à visage découvert.

C'était la guerre ancienne, celle que nous avions toujours faite et qui laissait d'inépuisables souvenirs de gloire à ceux qui y avaient pris part, qu'ils fussent vainqueurs ou qu'ils fussent vaincus.

Ce n'est pas celle que nos ennemis ont voulue. Après avoir vainement essayé de nous écraser avec leurs hordes sauvages, après avoir apporté la ruine et la désolation dans les pays envahis, après avoir constaté que leurs grands projets avaient lamentablement échoué, ils ont choisi la guerre de taupes, celle où l'adversaire se cache, où la lutte ne se fait plus au grand jour, mais se poursuit sous terre, derrière tous les replis de terrain, à l'abri des moindres obstacles. Et nous avons dû nous assimiler à cela : nos soldats ont vaincu leurs répugnances instinctives, ils ont accepté cette nouvelle forme de combat, se sont mis à reconquérir pas à pas le sol sacré de la Patrie que souillait la botte allemande.

Notre cher Directeur, M. Edmond Théry, a dit dans un discours dont on trouvera plus loin le texte, avec quel entrain ils ont combattu, avec quel succès ils repoussent l'envahisseur. Il indique nettement où nous en sommes après ces huit mois de campagne, quelles grandes perspectives s'ouvrent aujourd'hui pour la France et ses alliés, quelle peut être notre foi dans un prochain avenir.

Nous saluons avec lui cet avenir, mais tandis que nos soldats poursuivent noblement leur tâche loyale, nous constatons que l'ennemi a folé franchit chaque jour un nouveau degré dans la voie du crime et de l'ignominie.

L'histoire raconte que Xerxès ayant vu le pont de bateaux qu'il avait fait construire sur l'Hellespont brisé par la tempête, fit châtier la mer de trois cents coups de fouet, comme il l'eût fait d'un esclave révolté. Les généraux de Guillaume imitent chaque jour l'ancien roi de Perse, et quand leurs attaques sont repoussées, ils se vengent en faisant détruire à coups de canons nos paisibles cathédrales. Arras, Soissons, Reims sont les douloureux témoignages de cette meurtrière folie.

Il y a plus... Le blocus de l'Angleterre ayant lamentablement échoué, ils ont voulu frapper l'imagination par un nouvel acte de banditisme et voici qu'un cri de réprobation soulève le monde entier au récit de la destruction du *Falaba*, de la noyade de ses matelots et de ses passagers. Comment pourra-t-on effacer le souvenir de cette vision du sous-marin allemand tournant autour du paquebot torpillé pendant

que hommes, femmes et enfants se débattent dans la mer ? Comment pourra-t-on oublier l'attitude des marins allemands, rangés sur le pont de leur bateau et riant à ce spectacle ?

Après les atrocités de Belgique, après les attentats commis en France, après les tentatives des taubes et des zeppelins contre des villes sans défense, on croyait qu'il n'y avait plus d'horreurs à commettre... C'était douter de la Kultur allemande : il y avait encore la destruction du *Falaba* !

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

La situation en France et en Belgique devient, chaque jour, plus satisfaisante. De la mer du Nord aux Vosges, nous gagnons du terrain pas à pas. En repréailles de nos avances, les ennemis ont bombardé Nieuport, Reims et Pont-à-Mousson, mais sans résultat utile. Ces bombardements ne peuvent qu'augmenter l'ardeur des troupes alliées.

Dans la région des Hurlus, nos efforts continuent avec avantage ; toutefois, pour le moment, c'est l'artillerie, avec ses canons, et le génie, avec ses mines, qui ont la parole. Pour économiser la vie des fantassins, les attaques à la baïonnette sont ajournées jusqu'à ce que la voie ait été suffisamment préparée.

En Argonne, on se bat avec acharnement, sans résultat appréciable encore.

Dans la Woëvre, notre artillerie a chassé l'ennemi d'Hendicourt, au pied des Hauts-de-Meuse, au nord-est de Saint-Mihiel. Tout gain de ce côté est intéressant, puisqu'il indique que l'ennemi n'est plus assez fort pour poursuivre une nouvelle tentative à l'ouest de la Meuse.

A l'ouest de Pont-à-Mousson, dans le bois Le-Prêtre, nous avons progressé en enlevant des tranchées, et en Alsace, nous avons repris le Hartmannswillerkopf.

Cette prise, dit le *Journal de Genève*, marque la fin d'une étape dans la série de combats qui se livrent depuis trois mois autour de ce bastion avancé de la position des Vosges, et notre confrère suisse ajoute :

« Sans grossir l'importance de ce succès local et limité, il ne faut pas en méconnaître la valeur. Le bulletin allemand du 28, qui mentionne un duel d'artillerie au Hartmannswillerkopf, nous apprend qu'à peine installés, les Français ont réussi à y amener de l'artillerie, ce qui rendra sa prise singulièrement difficile. Le bulletin français nous apprend en outre que la possession du sommet a d'emblée permis aux Français de s'avancer sur les deux versants qui descendent vers la plaine, et de se donner ainsi de l'air.

« La situation stratégique de la ligne française se trouve par là singulièrement améliorée. »

Sur les frontières de l'Allemagne. — Autriche comprise, — les Russes continuent à avancer avec succès. Sur la rive gauche du Niémen, l'ennemi a fait un grand effort au nord de Souwalki et il a pénétré jusqu'au lac de Douzia ; mais une contre-attaque a anéanti les troupes allemandes qui avaient tenté d'envelopper l'aile droite russe.

Entre la Szkva et l'Orjitz, la lutte est très acharnée, en particulier autour du village de Vak, sur la route de Myschinetz.

Dans les Carpathes, les Russes continuent à avoir tenté d'envelopper l'aile droite russe. Entre Gorlitz et Bartfeld, à l'ouest du col de Loupkof, les Autrichiens ont attaqué et ont été battus ; au nord du col, près de Baligrod, sur le San supérieur, nos alliés sont en progrès et font de nombreux prisonniers.

QUESTIONS DU JOUR

Après huit mois de Guerre

Discours prononcé le 30 mars 1915 par M. Edmond Théry, président de l'Association de la Presse Economique et Financière, à l'Assemblée générale annuelle de cette Association :

MES CHERS COLLÈGUES,

Depuis notre dernière Assemblée générale, l'Allemagne s'est ruée sur nous. Elle nous a imposé une guerre, à laquelle elle s'était préparée depuis plus de vingt ans, et qu'elle a fait éclater au moment précis où son grand état-major s'est cru certain de nous écraser. Mais, grâce au patriotisme de tous les Français, à la bravoure de nos vaillants soldats, à la haute science de notre généralissime, et à un concours de circonstances dont je parlerai tout à l'heure, nous avons maintenant la certitude que la victoire, fixée dans les plis de nos drapeaux depuis la grande bataille de la Marne, nous restera fidèle jusqu'à la décision finale. (*Applaudissements.*)

En attendant, nous avons dû suspendre les dispositions de l'article 10 de nos statuts, relatives au renouvellement par tiers de notre Comité, en vous demandant de reporter purement et simplement ce renouvellement à l'année prochaine, comme l'ont fait, d'ailleurs, les autres grandes Associations de presse qui ont déjà tenu leur Assemblée générale.

La raison de cet ajournement s'impose par ce fait que sur les 224 membres que compte actuellement notre Association, 120 — c'est-à-dire plus de la moitié — sont mobilisés, au service de la Patrie, et, par conséquent, hors d'état d'exercer leur droit de vote.

La guerre n'a eu, jusqu'ici, qu'une influence très relative sur l'accroissement de notre avoir social. Nous possédions, en effet, 268.270 francs au 31 décembre 1913; pendant l'année 1914, nous avons effectué 19.158 francs de recettes, dont 11.625 francs d'intérêts et 5.192 francs de cotisations; nos dépenses — comprenant les frais généraux, les frais d'encaissement des cotisations, les frais de poste, de correspondance, d'impressions, etc., et 302 fr. 25 de dépréciation de notre portefeuille — se sont élevées à 900 francs, laissant ainsi un solde disponible de 18.258 francs, ce qui porte notre avoir, au 31 décembre 1914, au total de 286.528 francs. (*Applaudissements.*)

Mais, pour être tout à fait exact, il faut ajouter que ce dernier chiffre doit être diminué de 4.000 francs de prêts remboursables, que nous avons consentis à 40 de nos confrères mobilisés et non mobilisés, prêts qui sont indépendants de la Caisse de secours immédiats, que votre Comité a constituée dès le premier jour de la mobilisation et dont notre toujours si dévoué trésorier Gustave Pessard vous parlera dans son rapport.

Nous avons pensé que notre œuvre de mutualité sociale aurait surtout sa raison d'être pendant cette effroyable tourmente qui menace à la fois notre Patrie, nos enfants et nos frères.

Aussi, dès le début des hostilités, les membres de votre Comité, qui ont dû au triste privilège de l'âge et des infirmités de rester à Paris, se sont tenus en permanence à la disposition de ceux de nos collègues qui ont été rappelés sous les drapeaux et de leurs familles. (*Marques d'approbation.*)

Votre Comité est donc resté en contact, par l'action et par le cœur, avec nos collègues mobilisés, dont plusieurs ont déjà payé l'impôt du sang, et parmi eux, je vous citerai : Joseph Auriou, David Béryl, Georges Cahen, Albert Dautel, Georges Delétain, Paul Dromel, Gabriel Finot, Jules Lascroux, Louis Renevier et André Renoult.

La liste sera malheureusement beaucoup plus longue, car un certain nombre de nos camarades, qui n'ont donné aucune nouvelle depuis de longs mois, ne reviendront peut-être jamais plus auprès de nous. En attendant la création du Livre d'Or de l'Association, dont notre vénéré doyen Paul Wormser vous parlera, adressons à nos glorieux camarades, blessés pour la Patrie, notre salut fraternel et formulons des vœux ardents pour leur prompt guérison et leur retour après la paix victorieuse. (*Vifs applaudissements.*)

Et maintenant, mes chers camarades, laissez-moi vous parler des espérances, je pourrai même dire des certitudes, que les huit mois de guerre que nous venons de subir nous permettent d'avoir pour le triomphe de notre cher pays.

Au début des hostilités, plusieurs graves questions se posaient pour la France : comment s'effectueraient la mobilisation et la concentration de nos troupes? Comment les soldats des classes appelées répondraient-ils à leur ordre de mobilisation, et comment nos armées se comporteraient-elles sur les champs de bataille, en présence des terribles engins que les guerres modernes mettent en œuvre? Quels seraient les effectifs que l'Allemagne jetterait sur nous? Que ferait l'Angleterre? Quelle serait l'efficacité de son concours militaire, ainsi que de celui de la Russie? Enfin, le commandement suprême de notre armée, et les commandements intermédiaires, seraient-ils à la hauteur de la situation?

Ces questions ne pouvaient se résoudre qu'une fois la guerre déclarée, et nous avons aujourd'hui le bonheur de constater, après huit mois de campagne, que leur solution nous a été entièrement favorable, et que l'Allemagne, qui avait préparé si minutieusement l'attaque brusquée qu'elle projetait, a commis, par excès d'orgueil, une série de fautes, que nous avons su mettre à profit, nous et nos alliés... ce qui nous assure désormais la maîtrise incontestable de la situation. (*Applaudissements et bravos.*)

En ce qui concerne la France, la violation de la Belgique et la magnifique retraite qui a précédé la victoire de la Marne ont permis au général Joffre de forger les éléments de l'armée avec laquelle il a pu briser l'élan de la horde allemande et lui barrer la route de Paris. Cette armée est maintenant — nous pouvons le dire sans vanité — une armée invincible, parce que toutes les unités qui la composent, depuis le petit soldat, devenu le poilu des tranchées, jusqu'au général en chef, en passant par tous les grades intermédiaires, ont subi l'épreuve du fer et du feu, et se sont amalgamés en un bloc indestructible. (*Applaudissements répétés.*)

Nous avons sur le front les mêmes effectifs qu'au début de la guerre, car nos manquants ont été remplacés au fur et à mesure des besoins; or, nous disposons maintenant, en outre de ces effectifs de première et de seconde ligne, de réserves beaucoup plus considérables qui n'attendent pour marcher que l'ordre du commandant en chef.

Certes, la guerre nous avait surpris, nous devons le reconnaître en toute loyauté. Mais l'heure n'est pas aux récriminations, d'autant plus que l'effort vraiment prodigieux qui a été accompli depuis le 1^{er} août, qui se poursuit encore aujourd'hui, et dont la plus large part, j'ai le devoir de le dire ici, revient à M. Millerand, a permis à notre organisation militaire de se compléter dans tous ses détails. (*Vifs applaudissements.*)

Notre armée possède tout ce qui lui est nécessaire, soit comme armement, soit comme munitions, soit comme équipement. Du ravitaillement, je ne vous en parlerai pas, car vous savez tous à quel point il est parfait. De même, je ne veux pas vous rappeler que la situation financière de notre pays est excellente et que nous pouvons, sans crainte du lendemain, affronter encore de longs

mois de guerre, si les circonstances l'exigent, sans que nous ayons à redouter aucune espèce de défaillance économique ou financière. (*Très bien! Très bien!*)

Si nous jetons les yeux du côté de nos alliés, nous constatons que l'Angleterre qui, au début de la guerre, n'avait en quelque sorte pas d'armée permanente, a réussi, sous la vigoureuse impulsion de lord Kitchener, à en constituer une qui atteindra bientôt le chiffre de deux millions de combattants... Et n'oubliez pas qu'il a fallu créer cette armée de toutes pièces, tant au point de vue du recrutement des soldats et des officiers, qu'au point de vue de l'armement, de l'équipement, des munitions et de la cavalerie.

Les Anglais ont accompli ce miracle d'organiser, en quelques mois, des forces militaires que les nations du centre de l'Europe auraient mis plusieurs années à recruter et à instruire; et ces forces, venant s'ajouter aux nôtres, vont exercer sur le front occidental de la guerre une pression terrible, à laquelle sûrement l'armée allemande devra céder! (*Applaudissements.*)

La résistance militaire de l'ennemi sera d'autant plus faible que nos amis et alliés les Russes, qui ont déjà tant mis d'Austro-Boches hors de combat, accentuent de jour en jour leur action victorieuse, obligeant ainsi les armées du Kaiser à garder sur le front oriental de très forts effectifs.

Le grand état-major allemand s'était imaginé que l'administration militaire et le haut commandement russe seraient, en 1914, ce qu'ils avaient été en 1904. Ici, encore, il s'est lourdement trompé. L'armée russe a été facilement et rapidement mobilisée; elle est remarquablement commandée et ses soldats — bien armés et bien ravitaillés — ont montré une bravoure et une endurance que les Allemands eux-mêmes n'ont point dépassées. (*Applaudissements.*)

Enfin, le gouvernement russe, contrairement aux prévisions du grand état-major allemand, a su, depuis le début des hostilités, augmenter progressivement la puissance de fabrication de ses manufactures militaires, au point que sa production nationale d'armes et de munitions, complétée par les importations japonaises et américaines que le Chemin de fer Transibérien rend si faciles, suffisent largement pour tous les besoins présents et futurs des quatre ou cinq millions d'hommes qu'elle entretient sur ses trois fronts. (*Applaudissements.*)

Si à l'action militaire proprement dite des nations alliées, on ajoute le spectre de la famine et les effets déprimants du blocus économique, qui s'exercent déjà dans les deux empires du centre, on admettra facilement que, sans parler du concours éventuel des pays neutres, que la prise de Constantinople et l'ouverture des détroits déclanchera peut-être, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont irrémédiablement condamnées à la défaite. (*Très bien! Très bien!*)

Ayons donc, mes chers collègues, une confiance immuable dans la victoire finale de notre belle France. Nous aurons, vous pouvez en être certains, le bonheur de déchirer le traité de Francfort, d'abattre le militarisme prussien et de rendre ainsi la Kultur allemande inoffensive pour une longue période de générations. (*Vifs applaudissements.*)

Mais, après la victoire, la tâche des militaires étant virtuellement finie, celle des économistes commencera. Et quelle tâche! Tout va être à refaire; et pour vous donner une simple idée de l'effort que les nations de l'Europe devront accomplir pour retrouver un semblant d'équilibre économique et financier, il me suffira de vous dire que si la guerre dure encore seulement six mois, l'ensemble des nations belligères aura à consolider plus de 150 milliards de francs de dépenses d'ordre militaire proprement dites, effectuées à

l'aide de valeurs du Trésor à court terme ou de billets de banque, et cela sans qu'il soit question de réparations, de pertes industrielles ou commerciales, de préjudices causés aux populations des territoires envahis, ou d'indemnités de guerre! (*Mouvements!*)

A l'heure actuelle, toutes les nations belligères dépendent sans compter et sans se demander qui paiera! C'est un régime commode, imposé par les circonstances, mais qui finira nécessairement avec les hostilités. Il faudra donc, une fois la paix signée, dresser le bilan de ce que cette épouvantable guerre aura coûté et établir la répartition entre ceux qui auront à en supporter les charges.

Nous espérons bien que la plus lourde part reviendra à l'Allemagne, instigatrice de la guerre et responsable des atrocités commises par ses armées... et nous espérons aussi que l'Autriche-Hongrie et la Turquie seront comprises dans l'addition.

C'est pour cela qu'il faut nous armer de patience et aller jusqu'au bout, car la paix demain doit être une paix définitive, et n'oubliez pas que les nations alliées ne pourront l'obtenir que par l'écrasement complet du militarisme allemand. (*Longue salve d'applaudissements.*)

Commission pour l'Amélioration des relations commerciales avec la Russie

Au début de la première séance de la grande Commission dont nous avons publié la composition la semaine dernière, M. Jules Méline, son président, a prononcé le très remarquable discours suivant que nous tenons à faire connaître à nos lecteurs dans son texte intégral:

Messieurs,

En prenant la présidence de cette très importante Commission, composée de l'élite du monde économique, industriel et commercial, ma première pensée sera pour remercier en notre nom à tous M. le Ministre des affaires étrangères d'avoir fait appel à notre concours pour résoudre un des plus graves problèmes de l'heure présente, puisqu'il a pour objet la réorganisation, la reconstitution de la France du travail au lendemain de la guerre. Il ne vous échappera pas, en effet, que la recherche des moyens de développer nos relations commerciales avec la Russie s'impose, pour conduire forcément à des conclusions applicables à la plupart des pays qui se trouvent avec nous dans une situation comparable, et ils sont nombreux.

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que depuis de longues années, nous nous désintéressions beaucoup trop de la défense de nos intérêts économiques sur les grands marchés du monde où il nous serait cependant le plus facile de nous faire notre place, d'abord parce que nous y rencontrons des populations sympathiques et amies, et aussi parce que les produits français y sont particulièrement appréciés et recherchés. Au premier rang de ces pays, au tout premier rang, nous rencontrons cet immense Empire russe qui, au point de vue économique, fait en ce moment des pas de géant, et qui, à raison même de l'intensité de son développement industriel et agricole est assez riche pour emprunter aux nations plus anciennes dans la carrière, les produits raffinés qui exigent une longue éducation professionnelle. A tous ces titres, le marché russe est de ceux qui auraient dû depuis longtemps solliciter notre attention et éveiller notre émulation.

Les Allemands l'ont bien compris, et depuis plus de vingt ans ils font le siège en règle de ce riche marché où ils se sont aujourd'hui installés en maîtres; ils ne se sont pas contentés d'éliminer successivement tous leurs concurrents, ils en sont venus, dans leur soif insatiable de suprématie

commerciale, à prendre la place des Russes eux-mêmes et ils étaient en train de les chasser de chez eux quand la guerre a éclaté.

Il résulte des statistiques russes que les exportations françaises en Russie atteignaient à peine, il y a un an, 59 millions de roubles, quand celles de l'Allemagne s'élevaient à 650 millions de roubles. Il est à remarquer que ces 650 millions comprennent un très grand nombre de produits français démarqués et transformés en Allemagne, grâce à une législation sur le transit, qui n'est qu'un instrument de fraude, et en outre des articles similaires des produits français qui ne sont qu'une vulgaire camelote... Les Russes ne s'y trompent plus et reconnaissent aujourd'hui que cette camelote en apparence bon marché revient en réalité très chère, parce qu'elle est sans valeur et sans durée.

Nos industriels se trouvent ainsi aujourd'hui dans les conditions les plus favorables pour aborder le marché russe et s'y faire une clientèle solide et durable; ils trouveront le terrain tout préparé et seront accueillis à bras ouverts par nos alliés et amis.

Mais comment, par quels moyens pratiques déloger les Allemands des positions qu'ils occupent si solidement sur le marché russe et autour desquelles, n'en doutez pas, ils vont creuser des tranchées ornées de fils barbelés? Comment leur reprendre tant de branches de commerce qu'ils ont monopolisées souverainement, par notre indifférence, il faut bien le dire, et la méconnaissance des règles de la tactique moderne qui s'imposent aujourd'hui dans la guerre économique comme dans la conduite des armées?

Tel est le problème qui se pose devant nous et qu'il s'agit maintenant de résoudre.

Depuis que M. le Ministre m'a fait l'honneur de m'appeler à la présidence de votre Commission, j'ai eu le temps d'y réfléchir et de m'instruire. Pour me faire une opinion au moins provisoire, je suis entré en relations et en conversation avec les hommes d'affaires qui pouvaient le mieux m'éclairer sur la nature et l'étendue de nos relations actuelles avec la Russie et surtout sur les procédés employés par l'industrie et le commerce allemands pour arriver à la maîtrise du marché russe. J'ai recueilli de leur bouche des renseignements, je devrais dire des révélations du plus haut intérêt, et c'est ainsi que j'ai été amené à penser que certains d'entre eux pourraient nous donner sous la forme que je vais vous indiquer une collaboration directe des plus précieuses.

**

J'arrive ainsi à notre plan de travail tel que je le conçois et je le soumets à votre examen.

Vous estimerez sans doute que le premier chapitre de notre étude doit consister dans une enquête sérieuse, portant sur les procédés savants employés par les Allemands pour s'emparer du marché russe et sur les principales branches d'industrie, de commerce, d'agriculture qu'il est possible de développer avec avantages en Russie au profit de la France et en France au profit de la Russie. Car il va sans dire que, si nous cherchons à prendre la place des Allemands sur le marché russe, nous entendons bien payer nos alliés et amis de réciprocité et leur faire aussi des avantages sur notre marché dans toute la mesure où nous le pourrions.

Et maintenant, quelle doit être la forme de cette enquête pour qu'elle soit à la fois complète et aussi rapide que possible? Car je suis bien certain de répondre à votre pensée qui est aussi celle de notre gouvernement en plaçant la rapidité de nos délibérations au premier rang de nos devoirs. En ce qui me concerne, je suis bien résolu à faire tout ce qu'il faut pour aller vite au but, et le but, c'est d'être tout prêt, à la veille même de la cessation

des hostilités, à entrer en campagne et à nouer des relations pratiques avec les grands centres industriels et commerciaux de cet immense Empire destiné à devenir avant peu le plus riche pays du monde. Il faut le faire à temps, si on ne veut pas que l'ennemi rentre dans la place.

Si vous acceptez cette méthode de travail, il me reste à vous dire comment j'en comprends la réalisation pratique.

J'ai demandé à M. le Ministre de placer à côté de la Commission pour une œuvre de collaboration commune un Comité consultatif choisi parmi les hommes qui connaissent le mieux la Russie et la France et composé des plus hautes compétences économiques, industrielles et commerciales.

J'ai pensé que ce Comité consultatif d'une si grande autorité aurait un premier avantage, c'est de nous faire gagner beaucoup de temps en facilitant notre enquête et en l'abrégant. Sa première mission sera de vous apporter toutes les données dont vous aurez besoin pour conclure. Vous pourrez d'abord entendre chacun de ses membres séparément sur la spécialité qui lui est propre, étant bien entendu que tous les membres du Comité auront le droit d'assister à ces dépositions.

Pendant que la Commission poursuivra son enquête, le Comité consultatif, qui se sera constitué de son côté, pourra travailler, sur le terrain pratique qui est son domaine, à l'étude des moyens positifs qui lui paraîtront les meilleurs pour faciliter notre pénétration sur le marché russe et celle des Russes sur notre marché. L'ensemble de ces moyens sera résumé dans un rapport du Comité consultatif qui sera soumis aux délibérations de la Commission et du Comité réunis.

C'est sur les conclusions de ce rapport que s'engagera la délibération d'où devront sortir les résolutions définitives qui aiguilleront le monde industriel, agricole et commercial dans les voies nouvelles où il devra s'engager, s'il a, comme nous n'en doutons pas, la ferme volonté de porter au lendemain de la guerre l'activité productrice de la France à son maximum d'intensité et de puissance.

**

Ces résolutions prises, le rôle de votre Commission ne sera pas terminé pour cela. Il importe, en effet, qu'elles ne restent pas à l'état de conseils platoniques et qu'elles soient le plus tôt possible mises en application sur le marché russe lui-même et sur le marché français.

Pour le marché français, ce sera chose facile, puisque nous pourrions y veiller et le gouverner aussi. Pour le marché russe, ce sera forcément plus long et plus compliqué. L'important, c'est que la mise en application ne se fasse pas trop attendre parce qu'encore une fois, nos concurrents allemands ne désarmeront pas et useront de mille subterfuges pour conserver leur prépondérance.

Nos industriels et nos commerçants déjoueront aisément ces subterfuges s'ils veulent bien visiter en personne les principales régions russes, selon leurs spécialités, pour y entamer des pourparlers et y nouer sur place des relations d'avenir.

Ce voyage d'exploration technique aura besoin d'être conduit par des hommes d'affaires, industriels ou commerçants, faisant autorité. Aussi M. le Ministre des affaires étrangères a-t-il pensé que les principaux éléments de cette mission pourraient être choisis en grande partie parmi les hommes considérables qui composent le Comité consultatif et qui connaissent si bien la Russie.

**

Enfin, Messieurs, et c'est par là que je veux terminer ce trop long exposé, nous aurons probablement, pour couronner nos travaux, à faire appel au concours direct des deux gouvernements pour nous aider à achever notre tâche, en prenant les

mesures d'ordre général nécessaires pour donner une sanction à vos délibérations.

De très nombreuses et très importantes questions vont se poser devant eux, questions de transport, questions diplomatiques, questions douanières qu'il faudra aborder quand l'heure en sera venue et trancher par une entente commune. Votre Commission devra aussi la mettre à l'étude et en préparer la solution.

C'est vous dire combien est vaste le champ que nous allons labourer ensemble, mais nous n'aurons pas perdu notre temps et notre peine, si la moisson est abondante, et elle le sera, à une condition cependant, qui ne dépend pas de nous, c'est que nous soyons compris et suivis et que l'esprit d'initiative se réveille partout dans notre pays.

Nos Chambres de Commerce qui se composent de tant d'hommes éminents et de si bons patriotes sont toutes indiquées pour prendre la tête de ce grand mouvement, et je me félicite qu'aujourd'hui même, par une heureuse coïncidence, elles aient décidé, dans une réunion solennelle, leur mise en marche.

Leur voix sera entendue, je n'en doute pas. La France nouvelle qui va sortir triomphante de la plus formidable épreuve qu'elle ait traversée au cours de son histoire a repris confiance en elle-même et se sent capable des plus grands efforts. A la dépression morale qui, depuis près d'un demi-siècle, pesait sur elle et diminuait son énergie va succéder un sursaut de fierté nationale qui lui fera relever la tête sur le champ de bataille commercial comme au feu.

Elle voudra battre l'ennemi qui, depuis trop longtemps, tient à la gorge son industrie et son commerce et saura prouver que son génie, si original et si fécond, n'a pas dégénéré.

Elle poussera vers toutes les parties du monde ces vaillants enfants de la France, pendant trop longtemps attachés à leur coin de feu, qui ont appris à se connaître eux-mêmes dans cette lutte de chaque jour, où leur volonté s'est affermie, où leur caractère s'est trempé, et il est permis d'espérer que ces jeunes héros, une fois rentrés chez eux, ne borneront plus leur idéal comme par le passé, à finir mollement leur existence dans un fauteuil de bureau, mais qu'ils auront besoin désormais d'une vie plus large, plus intense et plus féconde.

Ils ne craindront plus de sortir de France et d'aller chercher fortune au dehors. S'ils éprouvaient quelque hésitation à se jeter en avant, il suffirait, pour les y décider, de leur faire comprendre que l'œuvre à laquelle ils sont conviés est au premier chef une œuvre de défense nationale, la consécration nécessaire de notre victoire et la revanche supérieure qui peut seule nous indemniser de tout ce que nous avons perdu et de tout ce que nous avons souffert.

Le 2^e Emprunt de Guerre Allemand jugé par un Neutre

Sous le titre « Un mauvais système de bluff » le *Secolo* de Milan, du 22 mars dernier, publiait l'article suivant qui confirme nos précédentes appréciations :

Les résultats définitifs ne sont pas encore connus, mais les résultats partiels communiqués par l'édition du soir des journaux accusent le chiffre de 9 milliards et 700 millions d'obligations inscrites dans le livre de la Dette publique et 750 millions de Bons du Trésor... Déjà depuis trois jours, les banques berlinoises chantent victoire en faisant de curieux parallèles entre la puissance (capacité) financière de l'Allemagne et celle de l'Angleterre pour arriver à cette conclusion que la situation financière allemande est incomparablement supérieure à celle des alliés.

Certes! nous n'avons pas l'intention de jeter le

discrédit sur l'élan vraiment admirable dont le peuple allemand vient de donner une nouvelle preuve, mais, afin que le peuple italien ne soit pas ébloui par l'énormité des chiffres que les agences officieuses lancent déjà dans tous les pays du monde, il ne sera pas déplacé de rappeler quels sont les expédients auxquels l'Allemagne a recours cette fois-ci encore.

Pour le premier emprunt, les choses se passèrent de la façon suivante :

Les porteurs de titres de l'Etat ou industriels furent autorisés à déposer ces titres dans les bureaux spéciaux de la Caisse d'emprunts précisément établie à cet effet dès le début de la guerre.

En outre des titres, les maisons de commerce et les industriels purent encore faire valoir les créances solvables et autres créances actives momentanément irrécouvrables.

4.460 millions furent couverts de cette façon.

Le principe a été cette fois-ci mieux développé encore et appliqué même aux titres du premier emprunt. Les porteurs de ces titres ou d'autres pouvaient recourir de nouveau à la Caisse (d'emprunt) de prêts qui leur remboursait 70 % des titres en monnaie fiduciaire, et c'est avec ce nouvel élément qu'a été rendue possible la souscription du second emprunt.

Des chiffres que communiquent les agences précitées, il appert donc que le rendement effectif du nouvel emprunt ne doit pas être évalué au delà de 30 à 35 % sans tenir compte du fait que le vice d'origine du premier, notablement aggravé par la seconde opération, affaiblit la situation générale de l'Etat d'une façon énorme.

En substance, ce sont toujours les mêmes capitaux qui, par une manœuvre habile, mais toutefois très dangereuse pour l'économie future et tout spécialement dans le cas où l'Allemagne serait vaincue, sont grevés de deux et même de trois hypothèques.

Ainsi la nouvelle opération ne peut être raisonnablement considérée que comme un nouveau « grand bluff » ayant uniquement pour but de jeter de la poudre aux yeux du peuple allemand et de telle ou telle des puissances neutres.

Tout le monde sait qu'à l'heure actuelle la réserve-or est descendue de 70 à 30 et même à 28 %. La réalité est par conséquent tout autre et on en trouve une preuve dans l'activité déployée par le gouvernement allemand à chercher à s'emparer, par tous les moyens possibles, de l'or encore en possession des particuliers.

Le journal *Leipziger Neueste Nachrichten* annonçait bien, en effet, que très probablement le Parlement devra s'occuper, la semaine prochaine, des mesures les plus opportunes à prendre en vue de faire affluer dans les caisses de la Banque Impériale tout l'or qui se trouve encore dans les caisses des particuliers et qui est évalué à environ un milliard et demi. Il s'agit de faire approuver par le Parlement la dépréciation des monnaies d'or, de façon à faire subir de très importantes pertes à ceux qui ne voudraient pas les remettre spontanément dans le délai fixé.

Pour le moment, la chasse à l'or est confiée au zèle des fonctionnaires publics et privés. Dans ce tournai, personne ne s'arrête aux moyens.

Les écoliers qui apportent aux maîtres quelque pièce d'or sont récompensés, par exemple, de bons de pains supplémentaires. Les employés militaires et les soldats qui se trouvent encore dans les casernes reçoivent — s'ils font des versements en or dans les caisses de l'Etat — des quittances spéciales qui leur permettent d'obtenir de petits congés, dont la longueur est proportionnelle à l'importance du versement, savoir : 8 jours par 100 marks, 15 jours pour 200 marks.

La dépression de la situation financière n'apparaîtra que dans quelques mois, c'est-à-dire lorsque l'arrêt de l'industrie sera presque absolu.

Dans les usines où l'on travaille depuis sept mois, jour et nuit, à la fabrication des armes et des munitions, l'insuffisance de certains matériaux commence à se faire sentir. Pour parer à ces déficits, le gouvernement a prescrit certaines dispositions aux inspecteurs d'écoles. C'est ainsi que les élèves sont invités à porter aux instituteurs tous les vieux ustensiles de cuisine hors d'usage pouvant se trouver dans la maison, et spécialement ceux de cuivre, zinc ou plomb. Nous verrons les résultats que pourront donner ces palliatifs.

En ce qui concerne les réserves d'articles alimentaires, on a appris, hier, que le gouvernement a décidé la saisie d'une partie des approvisionnements de pommes de terre — soit environ 2 millions de tonnes — dans les districts où la dernière récolte fut particulièrement heureuse.

**

Comme on vient de le voir, l'auteur de cet article insiste à nouveau sur la chasse à l'or qui se poursuit chez nos ennemis. Cela n'empêche pas certains Allemands d'essayer de mettre à profit la situation et de chercher à réaliser des bénéfices de change. C'est ce que nous apprend un avis du général commandant le VII^e corps d'armée à Münster qui flétrit « ceux qui font passer de l'or allemand en Hollande pour l'y changer contre du papier allemand et usent ainsi de moyens détournés, qui frisent la trahison, pour gagner quelques florins. » Nous ignorons quelle peut être l'importance de ces transactions, mais le général n'a d'autres moyens pour les empêcher que de menacer leurs auteurs « de communiquer leurs noms à la presse pour les livrer au mépris public. »

D'autre part, afin d'assurer la réussite du nouvel emprunt allemand, le gouvernement impérial n'a négligé aucun moyen de faciliter et de solliciter les souscriptions.

En dernier lieu, il a imaginé un moyen de prolonger le délai de souscription jusqu'au 27 décembre prochain, en mobilisant les épargnes futures de l'Allemagne.

La Gazette de Cologne a publié en effet la circulaire suivante :

« En vue de faciliter les souscriptions à l'emprunt d'Empire, la Société allemande d'assurances sur la vie pour les fonctionnaires s'offre — avec autorisation du Ministère de la guerre — à fournir aux officiers, fonctionnaires et employés de l'Etat qui ne disposent point pour le moment de ressources liquides, les moyens d'acheter des titres de l'emprunt. Cet établissement est prêt à souscrire pour des sommes s'élevant jusqu'à 1.000 marks. Les souscripteurs devront rembourser ces sommes avant le 27 décembre 1915. Tout officier, fonctionnaire ou employé de l'Etat pourra ainsi employer d'avance ses économies. Les titres resteront, jusqu'au remboursement de l'avance, la propriété de l'établissement. »

**

Un télégramme de Berlin donnait hier des détails sur la manière dont les souscriptions se sont réparties. La somme totale souscrite s'élèverait à 9 milliards 60 millions de marks, comprenant 2,619,060 souscriptions, qui se répartissent de la manière suivante :

1,649,359 souscriptions de 1,000 marks et au-dessous, ayant produit 929 millions ;

911,223 souscriptions de 1,000 à 10,000 marks, ayant produit 3 milliards 144 millions ;

85,478 souscriptions de 10,000 marks à 1 million de marks et au-dessus, ayant produit 4 milliards 987 millions.

Les banques ont souscrit 6 milliards 157 millions ; les caisses d'épargne 1 milliard 77 millions ; les services de l'assurance sur la vie, les postes et les établissements de crédit 926 millions.

En somme, grâce à la pression officielle et aux expédients de toute nature dont nous avons exposé le mécanisme, l'intervention des banques, des caisses d'épargne, des sociétés d'assurance, etc... a apporté au gouvernement impérial 8 milliards 160 millions de marks de *crédit-papier* sur les 9 milliards 60 millions souscrits. Il n'y a vraiment pas de quoi chanter victoire.

Le Ravitaillement de la Population civile

Depuis longtemps déjà la commission du budget s'est préoccupée du ravitaillement de la population civile qui s'effectue, actuellement, dans d'excellentes conditions, mais qu'une mauvaise récolte de céréales en 1915 pourrait rendre plus difficile.

Après une enquête approfondie, cette commission, réunie mercredi dernier sous la présidence de M. Clémentel, a approuvé le rapport de M. Albert Métin sur le projet tendant à accorder au ministère du commerce un fonds de roulement de 70 millions et le droit d'engager des opérations jusqu'au chiffre de 150 millions pour le ravitaillement de la population civile et notamment pour des achats de blé.

« Notre situation, dit M. Albert Métin, dans le rapport qu'il a soumis à la commission, est beaucoup plus favorable que celle de nos voisins, et notre gouvernement n'a pas cru jusqu'à présent devoir suivre l'exemple donné par la plupart des autres Etats. Il faut néanmoins ne pas s'en remettre au « laisser-faire », en raison du trouble que la guerre apporte dans les transactions et en raison de la spéculation qui s'opère sur les stocks existants. Le gouvernement ne prétend pas se substituer au commerce : il s'agit de constituer un stock d'appoint et de prévoyance qui, sans priver le producteur français d'un bénéfice légitime, soit livré à un prix qui empêche la hausse excessive des cours. »

La discussion du rapport aura lieu aujourd'hui en séance publique, et il paraît certain que la Chambre des députés votera le projet à une énorme majorité.

Il en sera de même au Sénat, car sa Commission des finances, présidée par M. Peytral, a entendu, également mercredi, MM. Viviani, président du conseil ; Ribot ministre des finances ; Delcassé, ministre des affaires étrangères ; Fernand David, ministre de l'agriculture ; Thomson, ministre du commerce, au sujet du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour procéder à l'achat et à la vente de blé et autres marchandises pour le ravitaillement de la population civile. Après l'audition des ministres, la commission a adopté l'ordre du jour suivant : « La commission des finances est d'avis qu'il y a lieu pour le gouvernement d'effectuer pour l'alimentation de la population civile des opérations d'achat et de vente de blé jusqu'à concurrence de cent cinquante millions de francs. »

G. B.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Les Obligations de la Défense nationale. — Les Bons de la Défense nationale sont reçus, comme argent comptant, pour souscrire aux *Obligations de la Défense nationale*. Ils sont acceptés, par le Trésor, pour une valeur égale à leur capital nominal, déduction faite des intérêts payés par anticipation et non acquis au jour de la souscription.

Les calculs à faire pour connaître le montant de cette déduction d'intérêts sont relativement faciles : l'intérêt à déduire d'un bon de 100 francs 5 % à échéance de dix jours est de 0 fr. 14, soit par jour 0 fr. 014.

Les échanges des Bons de la Défense nationale s'effectuent à la caisse centrale du ministère des finances, chez le receveur central des finances de la Seine, à la Banque de France et dans ses succursales, chez les trésoriers généraux, les receveurs des finances ; ils vont pouvoir se faire chez les percepteurs des contributions directes. Les principales banques et Sociétés de crédit acceptent également les souscriptions.

Les receveurs des contributions indirectes, de l'enregistrement et des douanes et les receveurs des postes ne peuvent recevoir que les souscriptions en numéraire.

En somme, le souscripteur verse, à l'heure actuelle 94 fr. 84, et on promet de lui rendre 100 fr., peut-être dans cinq ans, mais sûrement le 16 février 1925 au plus tard, c'est-à-dire avant dix ans. On promet, en outre, de donner au souscripteur un coupon de 2 fr. 50 tous les six mois. De la sorte, compte tenu de la prime, le placement ressort à 5 fr. 60 0/0, et le revenu, comme le titre, est exempt de tout impôt présent et futur.

Le débiteur, c'est l'Etat, et cet argent que l'on verse, qui reviendra à l'heure dite, sert maintenant la plus sainte des causes : il lutte avec nos armées pour la victoire finale.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	18 mars 1915	25 mars 1915
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4.244.353.836	4.248.731.641
Argent.....	377.678.875	377.372.683
	4.622.032.711	4.626.104.325
Disponibilité à l'étranger.....	547.568.118	582.881.810
Effets échus hier à recevoir à ce jour	9.380.267	831.119
Effets Paris.....	79.463.223	75.573.611
Effets Etranger.....	990.427	939.880
Effets du Trésor.....	10.572	63.625
Portefeuille Paris.....	149.505.066	152.253.886
Succursales.....	1.507.782.790	1.417.682.744
Paris.....	1.370.960.602	1.354.065.109
Paris.....	4.290.000	4.290.000
Paris.....	211.371.329	240.407.937
Paris.....	472.576.563	476.489.930
Paris.....	202.000.000	200.000.000
Paris.....	4.600.000.000	4.700.000.000
Paris.....	3.171.450	3.171.450
Paris.....		
Paris.....	71.000.000	81.000.000
Paris.....	10.000.000	10.000.000
Paris.....	2.980.750	2.980.750
Paris.....	100.078.104	100.075.620
Paris.....	100.000.000	100.000.000
Paris.....	4.000.000	4.000.000
Paris.....	45.082.421	45.171.785
Paris.....		
Paris.....	2.382.091	2.471.210
Paris.....	8.407.394	8.407.394
Paris.....	306.831.520	328.723.165
Paris.....		
Paris.....	14.422.843.403	14.481.585.355
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Paris.....	10.000.000	10.000.000
Paris.....	2.980.750	2.980.750
Paris.....	9.125.000	9.125.000
Paris.....	4.000.000	4.000.000
Paris.....	8.407.444	8.407.444
Paris.....	11.109.468.560	11.176.506.685
Paris.....	31.015.145	27.508.969
Paris.....	12.356.481	11.987.185
Paris.....	117.559.727	101.015.542
Paris.....	1.750.749.151	1.715.354.271
Paris.....	700.563.331	699.315.533
Paris.....	4.012.140	3.870.086
Paris.....	15.854.792	18.554.459
Paris.....	2.104.859	2.104.859
Paris.....	453.725.623	500.003.880
Paris.....		
Paris.....	14.422.843.403	14.481.585.355

Comparaison avec les années précédentes

	30 mars 1911	28 mars 1912	27 mars 1913	26 mars 1914	25 mars 1915
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.239.3	5.222.8	5.590.6	5.743.1	11.176.5
Encaisse or.....	3.241.1	3.249.5	3.235.2	3.624.1	4.248.7
argent.....	839.4	806.6	607.0	632.9	377.3
Portefeuille.....	1.201.5	1.300.2	1.781.1	1.406.1	3.001.4
à l'Etat.....	603.4	709.2	700.3	726.7	685.1
à l'Etat.....	180.0	200.0	200.0	200.0	200.0
à l'Etat.....	116.2	248.5	243.2	270.3	401.0
à l'Etat.....	741.0	1.269.9	832.5	682.5	2.414.5
Taux d'escompte.....	3 0/0	3 0/0	4 0/0	3 1/2 0/0	5 0/0
Prime de l'or.....	pair	pair	pair	pair	pair

L'évaluation des dégâts de guerre. — Le ministre de l'Intérieur vient d'adresser aux préfets des départements où ont eu lieu des dégâts par le fait de la guerre une circulaire relative au fonctionnement des Commissions d'évaluation instituées par le décret du 4 février dernier.

Nous relevons parmi les instructions du ministre les indications suivantes :

Il doit être entendu que les Commissions sont seulement appelées à constater et à évaluer les dommages résultant des faits de guerre ; elles ne sauraient être chargées de fixer les indemnités.

Les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la réparation des dommages seront déterminées ultérieurement par une loi spéciale.

En ce qui concerne les contributions de guerre et les réquisitions, la présente enquête ne portera que sur celles qui ont été directement imposées par l'autorité allemande à des habitants pris individuellement.

Celles qui ont été imposées à la généralité des habitants d'une commune doivent être considérées comme frappant la « commune » elle-même ; elles rentrent donc dans la catégorie de celles dont l'évaluation sera faite conformément à la procédure qui sera instituée ultérieurement.

GRANDE-BRETAGNE

Les banques et la guerre. — Le *Sheffield Independent* du 20 mars analyse une conférence faite sous ce titre par M. Drummond Fraser, l'un des directeurs de la « Manchester and Liverpool District Bank Limited ».

« La première victoire remportée par l'Angleterre, a-t-il dit, immédiatement après la déclaration de la guerre, était une victoire financière, lorsque 250 millions de francs d'or ont été importés d'au delà des mers. Mais la victoire principale a été la manière dont le mécanisme général du crédit, un instant arrêté, a pu être remis en fonctionnement. Les difficultés intérieures ont été vaincues par la création immédiate de billets du Trésor d'une livre et de dix shillings.

« Les difficultés internationales constituaient un problème beaucoup plus difficile à résoudre. Comme tout le monde le sait, la circulation internationale consiste en lettres de change sur Londres. On a estimé que 8,250 millions de francs de ces lettres de change étaient en circulation au moment où la guerre éclata. Il fallait les payer à échéance si l'on voulait que la lettre de change sur Londres restât l'instrument principal de circulation internationale pour le monde entier. Le 2 août, une proclamation fut publiée qui prorogea d'un mois le délai de paiement de ces effets. A ce moment-là, des arrangements furent conclus pour escompter ces mêmes effets à la Banque d'Angleterre, avec la garantie du gouvernement. Suivant le chancelier de l'Echiquier, 3 milliards de francs d'effets ont été escomptés de cette manière. Telle fut la mobilisation de nos finances, en ce qui concerne notre circulation nationale et internationale. »

M. Drummond Fraser indique en outre que depuis 1907 l'augmentation du stock d'or monnayé

de l'Angleterre a été d'environ 1,250 millions de francs. « C'est cette augmentation de la proportion de l'or monnayé qui a permis aux banques de faire face aux demandes qui leur ont été adressées et qui a été la cause première du triomphe du mois d'août 1914.

« La confiance fut assurée complètement par un nouvel arrangement du gouvernement avec la Banque d'Angleterre, d'après lequel « celle-ci prêterait les fonds destinés au paiement de ces effets, non seulement jusqu'à la fin de la guerre, mais un an après la cessation des hostilités » : on sait que le gouvernement a garanti la Banque d'Angleterre contre toutes pertes qui pourraient résulter de ces avances. Les secours ainsi accordés le furent aussi dans d'autres cas et le résultat de ces mesures peut se voir dans les bilans de la Banque d'Angleterre qui est actuellement le pivot de nos finances.

« Nous avons mobilisé l'or détenu par nous-mêmes et par nos alliés : la France et la Russie. Cela veut dire que nous avons à notre disposition un stock d'or dans les trois pays de plus de 12,500 millions de francs. Nous avons conclu des arrangements avec l'Amérique pour le cas où une demande d'or deviendrait indispensable, par suite des fluctuations du change américain.

« Nous avons souscrit, sur nos ressources disponibles, un emprunt de guerre de 8,750 millions de francs à 4 % ; nous avons également souscrit 2,250 millions de francs de bons du Trésor à six et douze mois, à des taux variant de 3 3/4 % à 1 5/8 %, et 1,250 millions de francs de bons remboursables dans cinq ans à 3 5/8 %. Les nouvelles taxes qui ont été imposées rapporteront, cette année, 1,625 millions de francs. Un nouveau crédit de 6,250 millions de francs a été accordé. »

M. Drummond Fraser exprime l'opinion que le stock d'or de l'Allemagne est insuffisant pour continuer à pouvoir supporter indéfiniment de nouvelles émissions de billets et en même temps ramener au pair la valeur du mark à l'étranger.

Mort de lord Rothschild. — Lord Rothschild, dont l'état inspirait depuis quelques jours de graves inquiétudes, est mort cet après-midi dans son hôtel de Picadilly.

Il était âgé de soixante-quatorze ans. Petit-fils du baron Nathan, chef de la branche anglaise de la famille de Rothschild, il avait été élevé à la pairie en 1885. Son père, le baron Lionel, avait représenté la Cité de Londres à la Chambre des communes.

Lord Rothschild avait épousé sa cousine, fille du baron Mayer Carl de Rothschild, de Francfort : il laisse deux fils, dont l'aîné, l'honorable Lionel de Rothschild, hérite de la pairie, et une fille, mariée au capitaine Clive.

Sa réputation comme financier était mondiale. C'était aussi un sportsman connu, dont les écuries avaient remporté de nombreux succès.

Au début des hostilités, il renvoya à l'empereur d'Autriche les titres de noblesse que ce souverain avait concédés à sa famille en 1822.

La destruction du « Falaba ». — L'acte de banditisme qu'est le torpillage du vapeur anglais *Falaba*, et qui s'ajoute à la liste déjà trop longue des victimes des corsaires allemands, a soulevé en Angleterre et dans tous les pays civilisés une profonde émotion et une réprobation générale.

Voici les faits : Ce vapeur avait quitté Liverpool le samedi 27 mars à destination de la côte occidentale d'Afrique. Il avait à bord 147 passagers dont 6 femmes et comptait, avec l'équipage, environ 250 personnes. Dimanche, dans l'après-midi, un sous-marin apparut tout à coup près du *Falaba* et par un coup de sirène intima au vapeur l'ordre de s'arrêter.

Le commandant du sous-marin déclara qu'il donnait dix minutes pour mettre les canots à la

mer ; mais avant que l'opération eût pu être effectuée, le sous-marin lança une torpille qui atteignit le *Falaba* dans ses œuvres vives.

Des scènes terribles se produisirent, et les Allemands assistèrent en riant avec insolence à la mort des passagers et ne firent rien pour leur venir en aide. Un chalutier, qui louvoyait dans les parages, put, malgré le voisinage du corsaire, sauver 137 personnes.

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 31 mars, s'établissait comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis	.....	70.901.000
Dette de l'Etat	.....	41.015.400
Autres garanties	.....	7.434.900
Or monnayé et en lingots	.....	55.451.000
		70.901.000
Département de Banque		
Capital social	.....	44.352.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'épargne des agents de la Dette nationale, etc.)	.....	413.690.000
Dépôts divers	.....	89.714.000
Traites à 7 jours et diverses	.....	52.000
Solde en excédent	.....	3.747.000
		221.755.000
Garanties en valeurs d'Etat	.....	44.606.000
Autres garanties	.....	140.004.000
Billets en réserve	.....	35.728.000
Or et argent monnayés en réserve	.....	1.417.000
		221.755.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août...	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	14.60	6 %
10 février...	67.205	34.415	162.276	129.194	51.239	31.57	5 %
17 — ...	65.546	34.167	157.934	126.263	49.829	31.54	»
23 — ...	63.872	34.223	159.830	129.856	48.099	30.12	»
3 mars...	59.992	34.533	170.760	145.091	43.909	25.72	»
10 — ...	59.877	34.297	179.933	154.148	44.030	24.47	»
17 — ...	59.465	34.036	171.364	145.799	43.849	25.58	»
24 — ...	57.249	34.165	185.130	161.951	41.534	22.43	»
31 — ...	53.368	35.173	203.404	184.610	37.145	18.25	»

Le dividende de 1914. — Lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a dit à l'assemblée semestrielle des actionnaires qui vient d'avoir lieu, que les bénéfices, pour la période de six mois qui s'est terminée le 28 février 1915, ont été de 16,314,000 francs. Le dividende proposé de 5 % a été adopté.

Les actionnaires ont félicité le gouverneur du titre de noblesse qui lui a été conféré, et il a été fait allusion au rôle de premier plan joué par la Banque d'Angleterre et à son patriotisme pendant la période que le pays vient de traverser. Le gouverneur a simplement répondu : « Je vous suis très obligé. »

Le blocus naval. — On annonce de Washington, à la date du 31 mars, que la réponse du gouvernement des Etats-Unis à l'ordonnance du Conseil privé britannique concernant la suspension des relations commerciales avec l'Allemagne, a été télégraphiée à l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres.

RUSSIE

Les valeurs mobilières russes et les ressortissants des pays étrangers. — La presse russe vient de reproduire des déclarations faites par le Directeur de la Chancellerie de Crédit, M. D. J.

Nikiphoroff, au sujet d'un mémoire présenté à cette chancellerie par le directeur de la Banque Internationale de Pétrograd et qui suggérait des moyens en vue d'empêcher les Austro-Allemands d'écouler, sur le marché russe, les titres russes qu'ils possèdent :

« Nous ne payons pas d'intérêts pour les titres qui se trouvent entre les mains d'Austro-Allemands, a déclaré M. Nikiphoroff ; ces titres ont, par conséquent, perdu toute valeur pour eux. Il est clair qu'il se trouvera toujours, dans les pays neutres, des personnes qui, moyennant un bon profit consentiront à acheter à nos ennemis les valeurs russes ; de cette manière ils augmentent les ressources de nos ennemis pour la guerre et inonderont la Bourse russe de titres, ce qui ne pourra qu'influencer défavorablement toute la cote.

« L'auteur du mémoire projette d'empêcher les Austro-Allemands de vendre leurs valeurs, en apposant une griffe spéciale sur tous les titres qui circulent en dehors du territoire ennemi. Ce moyen serait utile si son application n'était pas excessivement compliquée et susceptible de produire un très grand nombre d'erreurs et de malentendus : dans les pays neutres et même dans les endroits éloignés de l'Empire, les porteurs peuvent ignorer cette obligation et se voir ainsi frustrés de leur bien. Toutefois il est impossible de laisser cette question sans solution pratique et par conséquent le ministre des finances a demandé à la Chancellerie de Crédit d'examiner le problème avec des représentants de grandes banques de Pétrograd. Les résultats de cet examen seront ensuite portés devant le Comité des finances. »

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 23 mars accuse, sur celui au 15 mars, les variations suivantes :

	15 mars	23 mars	Comparaison
(En millions de marks)			
Encaisse or	2.316	2.330	+ 14
— argent	42	45	+ 3
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts	186	175	— 11
Portefeuille d'escompte	4.437	4.875	+ 438
Avances	37	36	— 1
Portefeuille titres	57	27	— 30
Circulation	4.937	4.944	+ 7
Dépôts	1.896	2.380	+ 484

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juillet.	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août ..	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 %
30 janv. .	2.164	50	265	4.659	1.453	3.784	42	5
7 février.	2.195	46	200	4.672	1.451	3.860	42	»
15 — ...	2.229	47	154	4.637	1.498	3.862	41	»
23 — ...	2.254	49	189	4.635	1.724	4.027	37	»
28 — ...	2.271	44	216	4.863	1.582	4.095	43	»
7 mars..	2.294	42	294	4.905	1.712	4.261	37	»
15 — ...	2.316	42	186	4.937	1.896	4.437	37	»
28 — ...	2.330	45	175	4.944	2.380	4.875	36	»

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Les faux calculs de la politique allemande. — Le *Tag.* de Berlin, vient de s'exprimer ainsi :

« Nous nous sommes trompés dans tant de nos calculs ! Nous nous attendions à ce que l'Inde entière se révoltât au premier son des canons en Europe, et voilà que des milliers et des dizaines de milliers d'Indiens combattent maintenant avec les Anglais contre nous. Nous nous attendions à ce que l'empire britannique fût réduit en miettes ; mais les colonies britanniques se sont unies comme elles ne l'avaient jamais fait auparavant à la mère patrie. Nous nous attendions à un soulèvement victorieux dans l'Afrique du sud britannique, et nous ne voyons là qu'un fiasco. Nous nous attendions à des désordres en Irlande, et l'Irlande envoie contre nous quelques-uns de ses meilleurs contingents. Nous croyions que le parti de la « paix à tout prix » était tout-puissant en Angleterre ; mais il a disparu dans l'enthousiasme général qu'a suscité la guerre à l'Allemagne. Nous calculions que l'Angleterre était dégénérée et incapable de constituer un facteur sérieux dans la guerre, et elle se montre notre ennemi le plus dangereux.

« Il en a été de même avec la France et la Russie. Nous pensions que la France était corrompue et qu'elle avait perdu le sens de la solidarité nationale, et nous constatons maintenant que les Français sont des adversaires formidables. Nous croyions que la Russie ne pouvait rien faire ; nous jugions que ce peuple était trop profondément mécontent pour combattre en faveur du gouvernement russe ; nous comptions sur son effondrement rapide, en tant que grande puissance militaire. Mais la Russie a mobilisé ses millions d'hommes très rapidement et très bien ; son peuple est plein d'enthousiasme et sa force est écrasante. Ceux qui nous ont conduits à toutes ces erreurs, à tous ces faux calculs, à toutes ces grosses méprises sur nos voisins et sur leurs affaires ont assumé un lourd fardeau de responsabilité. »

C'est la première fois qu'un organe conservateur gouvernemental allemand tient un pareil langage.

Le ravitaillement de l'Allemagne en fourrages au 16 mars 1915. — Le ravitaillement en fourrages causera à très brève échéance à l'Allemagne des difficultés infiniment plus sérieuses que celles ayant jusqu'ici préoccupé l'opinion. Faute de fourrages, l'Allemagne devra abattre une partie considérable de son troupeau de vaches et de pores, compromettant ainsi l'avenir de son élevage, son ravitaillement en lait, substituant à la viande fraîche la viande de conserve, jusqu'au moment où l'on devra rationner la consommation de cette dernière.

Le gouvernement allemand a mis la main sur la plupart des fourrages : ainsi l'avoine est monopolisée depuis le 16 février, l'orge depuis le 12 mars 1915, le son à dater du 7 mars 1915 ; de plus les brasseries doivent limiter à 60 0/0 leur consommation d'orge à dater du 1^{er} courant.

En temps normal, l'Allemagne importe en effet 40 0/0 de ses fourrages, comprenant en majeure partie de l'orge, du maïs, du son, des tourteaux pour ses vaches laitières et ses porcs, alors qu'avec sa production nationale en avoine, foin, paille, elle entretient la consommation de ses bêtes de trait.

Les besoins importants créés par le ravitaillement des chevaux de l'armée ont fait apparaître pour l'avoine un déficit inattendu, qui n'a pu être comblé par les stocks saisis dans les territoires envahis, et provoquent même de sérieuses difficultés, puisque les rations des chevaux furent réduites dans de sensibles proportions, en date du 16 février 1915, par un arrêté du Bundesrath.

Ce déficit peut être évalué approximativement à 1,400,000 tonnes et présente pour l'Allemagne une

certaine gravité, étant donné qu'elle doit pourvoir par ses propres moyens — les mers étant bloquées — à la remontée de son artillerie, de sa cavalerie, et que son troupeau de chevaux lui fournira non seulement de moins en moins de bonnes bêtes que celles qui furent réquisitionnées antérieurement, mais encore des bêtes mal nourries et en mauvaises conditions.

Si l'Allemagne produit la majeure partie des fourrages destinés à l'alimentation des bêtes de trait, il est loin d'en être de même pour celle des bovidés et des porcins, dont elle importe environ, en temps normal, pour 60 0/0. Mais comment expliquer alors que l'Allemagne ne manque pas complètement de fourrages après sept mois et demi de guerre ?

Pour que l'Allemagne ait réussi à nourrir jusqu'ici son troupeau, il faut qu'elle ait donné en 1914, malgré les décrets, des céréales au bétail, tels que l'orge, le son, les pommes de terre, les betteraves, et qu'elle ait continué à importer des fourrages par les pays neutres limitrophes.

Il en résulte donc un déficit très important de tous les stocks de céréales, et si l'Allemagne veut éviter un rationnement draconien de sa consommation en pommes de terre, elle devra abattre une partie notable de son troupeau de porcs et de son troupeau de vaches.

Toutes les autorités sont d'accord pour l'abatage d'un grand nombre de porcs, et sans donner des chiffres précis, faute de statistiques dignes de foi, on peut affirmer que l'Allemagne se trouve en face du problème le plus redoutable de tous ceux qui se sont posés jusqu'à l'heure actuelle.

Par elle-même l'Allemagne est impuissante et, privée des importations des pays neutres, il lui est impossible de résoudre le problème de son ravitaillement en fourrages. En effet, l'utilisation des fourrages tirés du sucre, les déchets de cuisine et les tourteaux de brasserie ne réussiront pas à lui procurer les millions de tonnes qui chiffrent son déficit en fourrages.

D'après les statistiques, on évalue à 500.000 tonnes la quantité de fourrages à attendre de l'emploi du sucre, et nous sommes, sans aucun doute, au-dessus de la vérité ; quelques cent mille quintaux seraient retirés des déchets de cuisine pour l'engraissement des porcs, et quant aux tourteaux de brasserie, l'Allemagne peut en obtenir tout au plus quelques millions de quintaux, alors qu'elle aurait besoin de millions de tonnes.

Au total, à brève échéance, l'Allemagne sera, faute d'avoine, gênée pour nourrir les chevaux non réquisitionnés, et l'armée devra désormais acheter des bêtes mal nourries, partant, en mauvais état ; faute d'orge, de maïs, de tourteaux, de pommes de terre ou d'autres fourrages, elle devra abattre une partie considérable de porcs et de vaches, et il faudra compter par millions de têtes les bêtes abattues.

La saisie des fourrages dans l'Empire, déjà décriée, n'a aucune influence sur les stocks qui sont actuellement insuffisants, et l'on peut dire que l'Allemagne entre dans une ère nouvelle de difficultés économiques, dont l'avenir précisera la portée. On peut en juger par le détail suivant qui se passe de commentaire : M. J. Lichfeld de Elbing (Allemagne) demande des vivres avariés, même provenant des champs de bataille, propres à la nourriture du bétail, pour livraisons régulières !

La Direction des matières premières de guerre au Ministère de la guerre. — Le gouvernement allemand, qui escomptait une prompte et décisive victoire dès le début des hostilités, fut amené, le 25 août 1914, en prévision d'une guerre de longue durée, à la création au ministère de la guerre d'un service spécial dénommé « Direction des matières premières de guerre », chargé de réglementer l'emploi de toute une catégorie de matières que ne produit pas l'Allemagne, ou pas en quantité

suffisante et dont l'importation avait été presque totalement arrêtée, tels que certains métaux, textiles, produits chimiques indispensables aux besoins de l'armée, et spécialement de réglementer leur consommation dans les industries privées, en faisant des achats à l'étranger et en opérant des réquisitions dans les territoires occupés.

Le sort de la campagne dépendant du bon approvisionnement de l'armée, surtout en explosifs, il fut donc nécessaire et indispensable de réglementer d'une façon très stricte la répartition des matières premières, d'éviter tout gaspillage dans la consommation privée, et de plus, essayer de pousser les industries à importer, des pays neutres, des produits difficiles à obtenir et considérés en majeure partie comme contrebande de guerre.

En un mot, la « Direction » reçut pour rôle de régler le régime des matières premières qui, servant à la défense nationale, ne sont pas produites couramment ou en quantité suffisante dans le pays.

En premier lieu apparut la nécessité de déterminer approximativement, — l'urgence de la tâche interdisant de songer à une statistique scientifique, — quels étaient les stocks des approvisionnements militaires et pour combien de mois on était approvisionné. Le résultat fut connu dès la fin d'août et a montré combien on avait eu raison de croire à la nécessité d'un règlement d'Etat du régime des matières premières.

En même temps que la Direction dressait l'état des principales matières et leur emplacement, il lui était nécessaire d'acquiescer le droit d'en disposer, soit par la saisie ou la réquisition.

La saisie a pour but d'interdire complètement la vente et la consommation de certains produits et d'en assurer la mise en réserve totale ou partielle pour les fins de la défense nationale, alors que la réquisition opère le passage de ces marchandises en la possession de l'Etat.

Les saisies à l'intérieur furent ordonnées, par les généraux commandants de corps d'armée, afin de réserver pour être employées au service de l'armée les matières atteintes par la saisie. Il fut donc permis aux propriétaires d'utiliser les marchandises saisies pour des fournitures militaires à faire eux-mêmes ou par d'autres.

La saisie et les réquisitions permettaient ainsi d'éviter l'éparpillement et le gaspillage des matières premières, de les grouper et de les réserver pour être employées suivant un plan d'ensemble aux fins de la défense nationale.

Au stock disponible dans le pays s'ajoutaient les stocks des pays occupés, qui eux aussi devaient à être répartis ou estimés suivant l'équité et des règles positives.

Le rôle essentiel de la « Direction » réside en vertu de son droit de disposition sur les matières premières indispensables aux besoins de l'armée, de les grouper et de les répartir.

Pour les grouper, il a été nécessaire d'obtenir une modification de la marche des industries et de travailler à l'augmentation des approvisionnements.

Pour la répartition, elle a adopté le principe d'assurer constamment aux entreprises les produits dont elles ont besoin pour fabriquer les articles de guerre, et d'éviter les injustices qui résulteraient de préférences ou de répartitions inégales.

La Direction des matières premières de guerre a encore à déterminer la valeur des marchandises saisies ou réquisitionnées. Il a fallu pour cela la création de la loi sur les prix maxima, afin d'empêcher les mesures spéculatives et également ne pas fixer d'évaluations trop basses qui auraient pu faire disparaître toute envie d'importer.

Enfin, la nécessité apparut de créer des organisations pour faire arriver en Allemagne les stocks des pays ennemis, puis de les grouper par territoire d'utilisation et selon les besoins locaux.

Afin d'éviter l'encombrement et le surcroît de travail, la Direction invita les industries intéressées à s'organiser elles-mêmes, de manière à être capables, sous leur propre contrôle et avec un minimum d'intervention de l'Etat, de grouper et de répartir ces matières premières.

La principale forme d'organisation fut les Sociétés anonymes, qui ne devaient pas distribuer de dividendes ni bénéfices à la liquidation, et qui furent créées comme entreprises d'utilité publique et sans aucun caractère lucratif. L'établissement de ces Sociétés ne signifiait nullement la création d'un monopole.

Le rôle des Sociétés anonymes de matières premières ainsi formées, est de prendre tous les produits de leur rayon, soit sur les stocks nationaux, soit dans les pays occupés, de les payer avec des bons de réquisition et de les répartir ensuite entre les consommateurs suivant les besoins. Elles doivent également veiller à ce qu'autant que possible les stocks soient complétés par des achats en pays neutres. S'il y avait un bénéfice à la liquidation de ces Sociétés, il devrait être d'office affecté à un emploi d'utilité publique.

Les matières de guerre trouvées en Belgique furent toutes adressées, par les soins de la « Direction », à des bureaux de groupement allemands, ainsi que les produits de guerre trouvés dans les territoires d'étapes.

La chute d'Anvers a sensiblement accru les stocks disponibles de l'Allemagne. Une partie relativement faible des stocks avait été emportée ou détruite ; d'importants dépôts de salpêtre étaient intacts, ainsi que d'importantes quantités de caoutchouc, de laine, de coton, de lin, de chanvre, de fil, de peaux et de cuivre. Bien qu'au début le transport se heurtât à de grosses difficultés, petit à petit ces stocks prirent le chemin de l'Allemagne et se trouvent actuellement dans les dépôts principaux de Hagen, Francfort-sur-Mein et Mannheim.

Les principales causes du renchérissement des matières premières furent : d'abord le besoin de plus en plus important de ces produits pour faire face à la production intensive nécessaire à l'armée, puis, par suite de l'interruption des communications par mer, il s'est produit une rareté des stocks, difficiles à approvisionner, et, enfin, les divers entrepreneurs, pour se procurer les quantités nécessaires à leurs besoins, entraient en concurrence sans aucune mesure et faisaient, de ce fait, monter les prix.

Voici quelles sont les matières premières essentielles soumises au contrôle de la « Direction des matières premières de guerre » :

La laine, dont de gros stocks étaient exigés pour le renouvellement du vêtement militaire. Dès le début de la guerre, le déficit fut comblé par la prise, par les Allemands, des centres d'approvisionnement importants de Belgique et du nord de la France.

Les produits chimiques : matières premières essentielles pour les besoins de l'armée, tels le salpêtre, l'acide nitrique, car, tous les explosifs reposant sur la nitrification, la conduite des opérations de guerre y est intimement liée.

Les métaux : cuivre et alliages, fer, acier, nickel et alliages, aluminium, étain, zinc, etc. nécessaires à la fabrication du matériel de guerre.

Le coton, indispensable comme coton-poudre, toile de pansements, tissus d'aérostats, vêtements destinés aux armées, etc., et dont d'importants stocks furent saisis en Belgique, dans le nord de la France et en Pologne.

Le caoutchouc brut, pour pneumatiques, dont les stocks intérieurs ont été sensiblement renforcés par les saisies dans les pays envahis, et, enfin, les cuirs et peaux brutes et préparées, indispensables aux besoins d'une armée en campagne, comme chaussures, guêtres, harnais, etc.

Le spectre de la faim. — La crise alimentaire. — Notre confrère *Le Temps*, dans son numéro du 27 mars, s'exprimait ainsi :

« On nous communique la lettre suivante : « Une chose qui se dessine nettement, c'est la disette en Allemagne. Des Hollandais ayant des relations en Allemagne reçoivent de là-bas des lettres calmes, neutres ; seulement l'expéditeur prie qu'on veuille garder les timbres pour les collections, afin qu'on puisse les changer, car ils deviendront rares... En décollant les timbres, on lit derrière ou en dessous ce mot « *hungersnoth* » — famine.

« Je sais ceci de sources diverses et sûres. Il y aurait eu à Berlin des soulèvements populaires à cause de la disette. Pesez 200 grammes de pain noir, vous verrez ce que c'est, et les enfants au-dessous de 1 an n'ont pas droit à la ration.

« En Bavière, dans les restaurants, il faut prendre au moins un plat de porc, tellement on a dû en tuer, faute de pouvoir les nourrir. Ils ne peuvent pouvoir durer ni comme pain, ni comme pommes de terre jusqu'à la prochaine récolte. Les succès des Anglais et Français sur le front de l'ouest les découragent énormément. Un Hollandais que je connais et qui a été à Cologne, me raconte qu'ils ont perdu toute morgue et qu'ils voudraient que cela finit. »

Une dépêche de l'Agence Wolff a annoncé, de Stuttgart, qu'afin d'économiser le pain, le clergé catholique a permis l'usage de la viande le jeudi et le samedi saints.

D'autre part, l'assemblée des boulangers et Sociétés de consommation d'Elberfeld se plaint de ce que le prix d'achat de la farine soit de 10 marks trop élevé par rapport au prix de vente du pain. Elle blâme les agissements de la Société pour le blé de guerre qui visent d'abord à faire de gros bénéfices pour les besoins de la guerre. Au moment où tout est cher, il ne faut pas prendre le pain comme moyen de réunir des millions.

La fabrication de gâteaux interdite. — La municipalité de Berlin vient d'interdire d'une manière permanente la fabrication de gâteaux dont la pâte a été additionnée de levure ou de divers autres ingrédients. Cette interdiction s'applique aux gâteaux confectionnés à domicile aussi bien qu'aux gâteaux faits par les pâtisseries et boulangers.

En outre, il a été défendu, soit aux pâtisseries et boulangers, soit aux particuliers, de fabriquer quelque sorte de gâteaux que ce soit entre le 26 mars et le 12 avril.

Toutes les communes de la banlieue de Berlin vont prendre des mesures semblables. L'un des Etats confédérés de l'Allemagne, le duché d'Anhalt, a également interdit aux particuliers, sur tout son territoire, la fabrication des gâteaux.

La récolte de blé. — Selon la *Gazette de Cologne*, le docteur Heim conseille de séquestrer la prochaine récolte de blé pendant qu'elle est encore sur pied.

Le pain de guerre a été introduit dans les districts polonais occupés par les Allemands.

La crise agricole. — On télégraphie de Copenhague à la date du 30 mars :

« Partout, en Allemagne, le plus grand désaccord règne entre les agriculteurs et les ouvriers parce que les agriculteurs demandent presque le double du prix de leur travail à cause du manque d'ouvriers qui sont au front. De plus, on est privé de chevaux. La majorité des ouvriers ont envoyé une pétition pour demander l'assistance du gouvernement en disant qu'on se trouve en présence de la ruine de l'agriculture si la prochaine récolte n'est pas assurée.

« En Bavière les autorités militaires se sont rendues aux raisons des agriculteurs en ordonnant qu'un ouvrier ne peut quitter son travail sans le consentement de son patron et un agriculteur ne

peut employer un ouvrier qui a quitté le travail sans le consentement de son dernier patron. C'est le vrai servage introduit en Bavière. »

AUTRICHE-HONGRIE

La question des approvisionnements en Autriche-Hongrie. — Nous avons parlé, il y a huit jours, des désordres qui s'étaient produits à Vienne le 21 mars au matin, par suite de la fermeture de 150 boulangeries de la ville.

D'après la *Neue Freie Presse*, l'après-midi de cette journée avait été plus calme. Sur les portes de la plupart des boulangeries était placardé l'avis : « *Ausverkauft* » (vendu), mais la plupart des consommateurs avaient fait leurs approvisionnements dans la matinée. On craignait cependant que 40 wagons, représentant 4.100 quintaux métriques, qui venaient d'être mis à la disposition de la commune de Vienne, ne fussent épuisés dans le milieu de la semaine suivante.

Le bourgmestre avait déclaré à ce moment que la commune avait déjà livré au commerce 14.706 quintaux métriques, que 240.000 quintaux métriques de farine devaient être employés à la panification, que de toutes façons l'économie s'imposait, et que, de plus en plus, il convenait d'employer le pain fait exclusivement de maïs. C'est, au reste, ce que l'on a déjà fait à Innsbruck et à Trieste.

D'autre part, la nouvelle limitation des pâtisseries, qui devront employer au maximum 20 % de farine, contribuera aussi à l'économie.

Toutes ces mesures, d'ailleurs, ne constituent qu'une étape vers l'emploi des « cartes à pain ». Les offices centraux qui seront créés à cet effet, en sont encore à leur travail de préparation, mais on pense qu'ils pourront fonctionner dès le 4 courant, ou au plus tard dans la première moitié d'avril. A la différence de ce qui a lieu en Allemagne, où les cartes sont distribuées dans chaque commune, elle seront, en Autriche, valables dans toute la Monarchie, sans pouvoir être toutefois ni vendues, ni cédées. Le rapport entre le pain et la farine n'est pas encore fixé, mais il sera vraisemblablement de 3/4 à 1/4.

En Hongrie, et conformément à une ordonnance édictée récemment, tous les stocks de céréales et de farine qui, en dépit des nouveaux amortissements des autorités n'auront pas été déclarés, seront confisqués sans aucune indemnité. Ces déclarations doivent être faites dans les 48 heures sous peine de prison pouvant aller jusqu'à deux mois, et d'une amende pouvant atteindre 600 couronnes. Les dénonciateurs recevront le cinquième de la valeur des stocks confisqués; le reste sera appliqué au profit des soldats invalides.

Il convient d'ajouter que le Ministère de la guerre et le Ministère d'agriculture hongrois ont demandé aux producteurs de sucre hongrois de leur livrer, pour l'alimentation des animaux, le premier 400.000 quintaux métriques, le second 100.000 quintaux métriques. Les producteurs acceptent le prix de 27 couronnes pour la quantité destinée à l'agriculture hongroise, mais ils réclament 32 couronnes du ministère de la guerre. Au cas où l'on n'arriverait pas à un accord, le ministère de la guerre procéderait par réquisition.

La cherté de la vie à Trieste. — De Trieste est arrivée la communication suivante :

« Les conditions de la vie à Trieste deviennent de jour en jour plus précaires.

« Le prix des vivres augmente d'une façon impressionnante et tout spécialement celui des farines; la viande subit des augmentations presque quotidiennes de 0 c. 16 le kilo.

« L'abattoir municipal est vide : toutes les réserves sont épuisées. On abat quelques bœufs réquisitionnés dans les environs ou au Frioul. Le pain est abominable et très limité. Les quelques boulangeries qui sont encore ouvertes sont assiégées par des femmes du peuple qui réclament du

pain, mais elles ferment leurs portes dans la matinée même après avoir épuisé les provisions quotidiennes. Une boulangerie allemande, située Via Torrebianca, a dû être protégée contre la foule. »

ITALIE

La contrebande continue. — Le correspondant à Côme du *Secolo* lui écrivait, à la date du 21 mars, que la veille au matin étaient arrivés à Luino, par le train 7912, 29 wagons de graphite adressés à une maison expéditrice de cette ville. Des renseignements sûrs qu'il avait obtenus, il avait pu déduire que ces wagons — dont il donnait les numéros et qui appartiennent tous aux chemins de fer allemands — devaient être réexpédiés à Essen, à destination des usines Krupp. Le même correspondant ajoute que pour l'instant il ne va pas jusqu'à énumérer tous les wagons de soufre et autres matières qui transitent également : ce serait trop long.

A Rimini, le 22 mars, un individu, se donnant comme agent d'une importante maison de Milan, insistait pour obtenir l'expédition immédiate par petite vitesse d'un wagon complet de marchandises qualifiées « tissus de laine confectionnés » et « fer ouvré » provenant de Milan et à destination de Bari. Sur l'indication de l'agent préposé aux billets, la police vérifia le wagon et y trouva, au lieu de la marchandise déclarée, un hôpital de campagne complet.

De Vérone on a annoncé, le 25 mars, que quatre wagons d'automobiles complètes avaient traversé la frontière à destination de l'Autriche. Ils provenaient d'une maison de Lombardie et avaient pour destinataire une société d'automobiles austro-hongroise. Un autre wagon était passé, contenant des barils d'huile d'olive. En outre, à la frontière de Peri on attendait au moins 400 wagons de pyrite italienne pour l'Autriche. Le bruit courait que le « laissez passer » avait été arraché au gouvernement par un député socialiste neutraliste pour favoriser l'industrie minière d'une certaine zone neutraliste.

A cette même frontière, il existe une prétendue coopérative qui, tout spécialement dans les moments actuels, fait d'excellentes affaires de contrebande, notamment en riz.

On avise encore, qu'à Cormons même on vendait en contrebande, le 21 mars, du riz et de la fleur de farine, et que le lendemain, à Ala, arrivaient, munis de « laissez passer » réguliers, de nombreux wagons de denrées alimentaires et deux de soufre.

Enfin, le 30 mars, on avisait de Barcelone :

« Pendant la nuit du 24 au 25 mars, un vapeur de Marseille, armé en croiseur auxiliaire, fit stopper, à dix milles au large du phare Camarat-Ville-franche, le paquebot italien *Regina-Elena*, parti de Gênes mercredi pour l'Amérique du Sud. Ce paquebot avait embarqué de nombreux sacs postaux allemands et autrichiens. Le commandant du navire français a, conformément au décret du 13 mars, procédé à la saisie d'environ cent colis postaux allemands et autrichiens destinés à l'Espagne et à l'Amérique du sud.

« L'opération n'a donné lieu à aucun incident. »

Les Allemands en Italie. — Le *Popolo d'Italia* du 25 mars observait que la Société de navigation allemande *Norddeutscher Lloyd Bremen*, qui possède une agence à Florence, est détestée des Florentins qui ont constaté qu'elle se charge de la diffusion de fausses nouvelles de victoires allemandes fantastiques.

Or, le 22 mars, en sortant d'une conférence de MM. Maeterlinck et Destree, la foule a brisé les vitres de cette agence. Le *Popolo d'Italia* s'étonne même que l'on n'ait pas fait pis.

En tout cas, la police fut informée qu'au siège de cette Société, et contrairement à la loi italienne de 1908, qui interdit toute loterie dont le but n'est pas le bien public, il s'en tenait une au profit de la

Caisse de secours de guerre allemande. Bien plus, cette loterie servait aussi à recueillir des fonds pour la diffusion de nouvelles provenant de source allemande. Comme conséquence, une perquisition a eu lieu, et les registres de la Compagnie ont été saisis avec toute l'encaisse s'y rapportant, ainsi que trois bustes du général von Hindenburg. Un procès-verbal de contravention a été dressé, qui a été signifié au directeur de l'agence.

TURQUIE

Le bombardement des Dardanelles. — Le bombardement partiel des forts des Dardanelles a été repris samedi au moyen du tir indirect depuis le golfe de Saros. Le lendemain, cette opération a continué.

La tempête qui sévissait ces derniers temps a diminué, et l'attaque générale semble devoir être reprise bientôt. En attendant, dans la nuit du 28, trois croiseurs et quatre contre-torpilleurs sont entrés dans les détroits et ont bombardé le fort de Kilid-Bahr, attaqué également du golfe de Saros par le *superdreadnought Queen-Elizabeth*. Une grande colonne de fumée s'est immédiatement élevée des lieux bombardés. Au crépuscule, les forces des alliés ont quitté le détroit.

De son côté, la flotte russe de la mer Noire, qui ne compte pas beaucoup d'unités, mais qui possède de réelles qualités de combat, a bombardé le Bosphore. Ses obus de 305 causèrent de gros dégâts, notamment au fort d'Elmas qui avait ouvert le feu rapide de ses quatre canons lourds.

ETATS-UNIS

Le cas du croiseur auxiliaire allemand Prinz-Eitel-Friedrich. — L'affaire du *Prinz-Eitel-Friedrich*, qui était entré à New-Port-News (Virginie) pour réparations après avoir coulé le voilier américain, le *William-P.-Frye*, va être solutionnée. Il a été accordé au navire jusqu'à hier soir jeudi sept heures, pour quitter New-Port-News. Le cuirassé américain *Alabama* est parti pour le surveiller.

Nous disions, le 19 mars, que l'on pensait généralement, en Amérique, que ce navire jouait le rôle d'appât et que son départ de New-Port-News pourrait avoir pour effet de concentrer les navires de guerre anglais dans les eaux des caps de la Virginie, et de permettre ainsi aux autres vapeurs allemands internés à New-York et ailleurs de partir pour l'Allemagne. Aussi la vigilance des autorités américaines avait-elle redoublé.

Depuis, un navire allemand, l'*Odenwald*, avait tenté de s'échapper de San-Juan-de-Porto-Rico, et cet incident avait provoqué de graves soupçons. Un rapport adressé au Département du Trésor avait même révélé qu'une correspondance entre le capitaine de ce navire et les bureaux de la Compagnie *Hamburg-America* avait été échangée avant la tentative.

Le président Wilson a eu une conférence avec le secrétaire adjoint au Trésor, M. Peters, qui est chargé du cas de l'*Odenwald*. Ce dernier semble avoir donné la preuve à M. Wilson que le vapeur avait essayé de prendre beaucoup d'objets de ravitaillement nécessaires au *Kronprinz-Wilhelm*, qui tient toujours la mer. En effet, une dépêche de San-Juan (Porto-Rico), datée du 27 mars, annonce qu'un procès pour violation de la neutralité américaine était intenté à l'*Odenwald* devant le tribunal des Etats-Unis.

On dit que les enquêteurs donneront une attention particulière aux ports de New-York et de Boston.

D'autre part, d'après une dépêche de New-York, le correspondant du *New-York Sun* à Washington dit qu'on s'attend à ce qu'une enquête officielle soit faite pour déterminer s'il n'existerait pas aux Etats-Unis une agence ayant pour mission d'aider les navires allemands à quitter les eaux américaines en échappant aux douanes et sans se préoccuper de la neutralité des Etats-Unis.

Revue Commerciale

Blés. — Malgré les chutes de neige et les alternatives de gel et de dégel, la situation des céréales en terres reste satisfaisante. Pendant les 2 ou 3 premiers jours de printemps qui précéderont ce temps froid, la préparation des terres ainsi que les semailles de printemps furent activement poursuivies dans de bonnes conditions, et les craintes de l'insuffisance des emblavures, qui étaient justifiées jusqu'alors par la pénurie de la main-d'œuvre, se sont à peu près dissipées.

Autour de Paris, dans la Brie, en Picardie et en Champagne, la majeure partie des terrains est ensemencée et l'apparence des cultures est excellente. En Beauce, en Touraine, à l'ouest de la Loire et en Vendée, les ensemencements sont poursuivis avec ardeur, et s'ils ne sont pas entièrement terminés, c'est à cause du manque de bras, de la pénurie des chevaux de labour, et du retard apporté à la livraison des engrais minéraux, étant donné les difficultés actuelles des transports.

Si, en général, la situation des cultures d'hiver, d'automne et de printemps est bonne, il n'en est pas de même au point de vue commercial. Les offres sont extrêmement limitées, les cultivateurs ne pouvant traiter que sous réserve de réquisition de l'Intendance qui rafle tous les lots disponibles. La meunerie parisienne continue toujours à s'approvisionner dans les magasins militaires sur le pied de 30 fr. le quintal.

A la Bourse de commerce, les courtiers assermentés n'ont pas publié de cote officielle, aussi le cours coté n'est-il qu'environ. Les prix des quelques transactions en blés et avoines dénoteraient plutôt une hausse allant de 0 fr. 75 à 1 fr., mais ne sont que nominaux. Voici quelques-uns des prix tenus en gares de départ par 100 kilos : Beauce, Loiret et Touraine, 33 25, sans affaires; Poitou, 33 25 à 33 50; Allier, Cher, Nièvre, 33 25 et 33 50; Maine-et-Loire et Cher, 32 75 à 33; Vendée et Loire-Inférieure, 33 à 33 25; Seine-et-Oise et Eure, 33; Ille-et-Vilaine, 32 50 à 32 75; Oise et Somme, 32 50 à 32 75; la hausse des cours intéresse aussi bien les autres rayons. Les provenances de la Marne, de l'Aube, de l'Aisne, de Seine-et-Marne et également de l'Yonne sont tenues de 32 75 à 33.

Prix du Blé sur les grands marchés

(Les 100 kilogrammes)

Villes	3 mars	10 mars	17 mars	24 mars	31 mars
	1915	1915	1915	1915	1915
Paris (disponible).....	Fr. 31 25	Fr. 31 25	Fr. 31 25	Fr. 31 50	Fr. 31 75
Londres.....	35 51	35 60	36 09	36 23	37 52
Liverpool.....	36 10	35 44	36 01	35 73	35 37
New-York.....	29 71	32 71	33 28	32 61	31 95
Chicago.....	27 18	29 56	30 06	29 66	29 18

Alcools. — Voici d'après le *Journal Officiel* la production et le mouvement des alcools en France pendant les cinq premiers mois de la campagne :

	1914-1915		1913-1914	
	(Hectolitres)			
Production.....	1.051.075	2.011.762		
Importations.....	63.399	80.695		
Reprises au 1 ^{er} octobre.....	525.415	511.012		
Ressources totales.....	1.639.889	2.603.469		
Exportations.....	88.565	141.573		
Livraisons au commerce.....	773.404	1.292.850		
Sorties totales.....	861.969	1.434.423		
Stock fin février.....	777.920	1.169.046		
Stock fin janvier.....	720.374	1.233.905		
Différence.....	+ 57.546	- 64.859		

La production de l'alcool en février 1915 accuse une sensible augmentation sur le même mois de l'année précédente : 216.689 hectolitres en février 1915 contre 146.150 en 1914. Cette augmentation provient surtout de la distillation des betteraves, 148.385 hectolitres en février contre 24.439 en 1914, soit un excédent de 123.946 hectol., et, en moindre partie, de celle des vins qui présente une augmentation de 15.108 hectolitres, alors que les autres produits : farineux, mélasses, etc., dénotent une diminution.

Le stock à fin février accuse une augmentation de 57.546 hectolitres sur celui au 31 janvier, mais il est encore en déficit de 391.126 hectolitres sur celui au 28 février 1914. A fin janvier, la diminution était de 513.531 hectolitres sur l'an dernier. L'amélioration du stock au 28 février dernier provient de l'augmentation de la production, de la diminution des livraisons au commerce et des exportations pendant ce même mois.

Sur le marché de Paris, la tendance est calme et les affaires assez restreintes : on cote de 105 à 107 francs, comme à huitaine, pour fin 1^{re} qualité à 90°, l'hectolitre non logé, et non compris la taxe de 2 fr. 50 à 100°.

Métaux. — Voici, d'après le prix courant légal des courtiers assermentés, le prix des métaux à l'acquitté les 100 kilos sur la place de Paris :

Cuivre en lingots et plaques de laminage, livrables au Havre ou à Rouen : 205 fr. ; zinc, bonnes marques, le Havre ou Paris : 135 fr. ; plomb de provenances diverses, marques ordinaires à Rouen ou au Havre : 69 fr. 50, et étain Détroits, qui a clôturé à 460 francs, en perdant 35 points sur la semaine précédente.

Cours des Métaux à Londres
(La tonne de 1.016 kil. 048)

Métaux	3 mars 1915		10 mars 1915		17 mars 1915		24 mars 1915		31 mars 1915	
	£	sh. d.	£	sh. d.	£	sh. d.	£	sh. d.	£	sh. d.
Cuivre en barr. s. :										
Disponible.....	64	13 0	63	17 6	65	7 0	69	2 6	69	2 6
A 3 mois.....	64	10 0	64	7 6	65	17 0	69	12 6	69	15 0
Etain : disponible..	183	0 0	189	10 0	190	5 6	173	0 0	172	7 6
à 3 mois...	162	0 0	166	0 0	166	15 0	167	0 0	168	15 6
Zinc : disponible..	43	2 6	44	10 0	44	10 0	43	15 0	43	10 6
Plomb étrang. : disp.	20	5 0	20	12 6	22	7 6	23	15 0	23	7 6

PETITES NOUVELLES

◆◆ L'Association de la Presse Economique et Financière a tenu mardi son assemblée générale, sous la présidence de M. Edmond Théry.

Les conclusions des rapports de MM. Julien Martin, secrétaire général ; Gustave Pessard, trésorier, et Albance Lavallée, trésorier adjoint, ont été votés à l'unanimité.

Le bureau de l'Association a été maintenu ainsi qu'il suit pour 1915 :

MM. Edmond Théry, président ; Paul Wormser, vice-président ; Julien Martin, secrétaire général ; Gustave Pessard, trésorier ; Albance Lavallée, trésorier adjoint ; Georges Bourgarel, Georges Brégrand, Léon Chavenon, Emile Guilmard, Emile Laffon, Georges Manchez, Armand Mayer, Emile Mendel, Alfred Neymarck et Emmanuel Vidal.

◆◆ Les bénéfices réalisés par le Crédit Foncier de France pendant le mois de janvier 1915 se sont élevés à 2.088.468 fr. 80, en augmentation de 130.511 fr. 90 sur ceux du mois correspondant de l'exercice précédent. Cette comparaison en faveur du premier mois de l'exercice en cours, troublé pourtant par les graves événements actuels, constitue un précieux indice.

Les obligations Foncières et Communales sont toujours recherchées. Les Foncières 1879, avec un tirage le 5 avril et un coupon le 1^{er} mai, sont activement demandées à 473. Les Communales 1880, à

472, ont regagné le coupon détaché le 1^{er} mars. Les Foncières 1903 participeront au tirage du 11 avril doté de 300.000 francs de lots.

◆◆ L'assemblée ordinaire des actionnaires de la Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, qui était convoquée pour le 30 mars, a été remise à une date ultérieure, faute d'un nombre suffisant d'actions déposées.

◆◆ Le directeur de la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans donne avis aux porteurs des actions sorties au tirage du 18 décembre 1914, que le remboursement de ces titres, précédemment ajourné, est effectué depuis le 1^{er} courant.

◆◆ Par suite de la situation créée par la guerre, l'assemblée générale de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et des Grands Express Européens qui, en vertu de l'article 34 des statuts, devait se réunir obligatoirement à Bruxelles, le 20 avril courant, à deux heures de relevée, ne pourra avoir lieu et sera convoquée aussitôt que les circonstances le permettront.

Marché Financier

Paris, le 1^{er} avril 1915.

L'état du marché est demeuré très satisfaisant cette semaine, au double point de vue de la tenue des cours et des transactions. C'est, une fois de plus, notre Rente 3 % perpétuelle qui s'est le plus particulièrement fait remarquer, et qui a bien semblé être le véritable remorqueur de la cote.

Notons qu'aujourd'hui le 3 % amortissable a détaché son coupon trimestriel de 75 centimes.

On clôture ainsi sur les principales valeurs :

Au Parquet : 3 % perpétuel, 73 fr. 10, contre 71 fr. 70 il y a huit jours ; 3 % amortissable, 78 fr. 20, ex-coupon trimestriel de 75 centimes détaché aujourd'hui, au lieu de 78 fr. 25 avec coupon ; 3 ½ % amortissable, 91 fr. 32 ½ ; Egypte Unifiée 4 %, 91 fr. 05, 91 fr. 25 et 91 fr. 75, selon les coupures ; Extérieure Espagnole, 87 fr. 80 ; Russe 4 % 1889, 76 fr. 65 ; Russe 5 % 1906, 93 fr. 20 ; Turc Unifié 4 %, 65 fr. 75, gagnant 1 fr. 50, quoique ne clôturant pas au plus haut. Banque de France, 4,610 fr., contre 4,410 fr. ; Crédit Foncier, 710 fr., en avance de 20 francs ; Comptoir National, 724 fr. ; actions Est, 803 fr. ; Paris-Lyon, 1,085 fr. ; Orléans, 1,162 fr. ; Ouest, 725 fr. ; Métropolitain, 440 fr., Nord-Sud, 114 fr. ; Nord de l'Espagne, 353 fr. ; Saragosse, 357 fr. ; Suez, 4,380 fr. ; Omnibus, 443 fr. ; Briansk ordinaire, 361 fr. ; Rio-Tinto, grosses coupures, 1,547 fr.

En Banque la Bakou a franchi largement un moment le cours rond de 1,500 fr., mais elle n'a enregistré aucun cours depuis deux jours ; Toula, 1,070 fr. ; Maltzof, en avance à 562 fr. ; Hartmann, aux environs de 435 fr. ; De Beers ordinaire, grosses coupures, en hausse à 310 fr. ; Chartered, 17 fr. 25 ; Crown Mines, 109 fr. 50 ; Modderfontein B, 117 fr. ; Robinson Gold, 44 fr. ; Rand Mines, 121 fr. ; Cape Copper, 75 fr. 50 ; Spassky, 52 fr. 75 ; Tharsis, 153 fr.

La Bourse vient de fermer ses portes jusqu'à mardi.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.